

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

Essai Historique et Critique
sur la question
de l'abolition de l'Exterritorialité
en Chine

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY
(Mention Droit Public)

présentée et soutenue le Mercredi 6 Avril 1932, à 16 heures

PAR

WANG CHIN CHUAN

Président.....	M. LALOUEL, professeur.
Suffragants....	M. RENARD, professeur.
	M. TROTABAS, professeur.

NANCY
IMPRIMERIE CENTRALE DE L'EST

1932.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

Essai Historique et Critique
sur la question
de l'abolition de l'Exterritorialité
en Chine

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit Public)

présentée et soutenue le Mercredi 6 Avril 1932, à 16 heures

PAR

WANG CHIN CHUAN

Président..... M. LALOUEL, professeur.

Suffragants.... { M. RENARD, professeur.
M. TROTABAS, professeur.

NANCY

IMPRIMERIE CENTRALE DE L'EST

1932

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ☞, ☞ I).

Doyens honoraires: MM. GENY (O *, ☞ I); MICHON (*, ☞ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ☞ I).

CARRE de MALBERG (*, ☞ I).

ROLLAND (☞ I).

MOREL (☞ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☞ I), docteur en droit.

MM. GENY (O *, ☞ I), professeur de droit civil.

MICHON (*, ☞ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (☞ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ☞, ☞ I), professeur de Droit romain.

RENARD (☞ I), professeur de Droit public.

HENRY (☞ I), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (☞ I), professeur d'Economie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KRCELL (☞ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☞ A), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (☞ A), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☞ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (☞, ☞ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (☞), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON, agrégé, chargé de Cours de Sciences économiques.

GEGOUT docteur en droit, chargé de cours.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours.

BERTRAND (☞ I), secrétaire.



La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

A MES PARENTS

*Témoignage d'affection
et de reconnaissance.*

INTRODUCTION

Notion générale du problème de l'exterritorialité en Chine

*Le terme territorialité n'a pas de signification précise et universelle admise. L'interprétation extensive donnée par certains que l'exterritorialité consiste en une série de droits vagues et indéterminés, tandis que d'après l'interprétation restrictive d'autres jurisconsultes, l'exterritorialité est l'immunité de juridiction, ce qui est admis par le célèbre diplomate chinois, Dr WELLINGTON KOO, dans son « *status of aliens in China* ».*

*A la vérité, le mot exterritorialité n'a pas de signification précise que l'on puisse définir. Le sens n'en est pas le même quand il s'agit de pays différents. Et, dans un même pays, il varie pour chaque nation étrangère qui l'invoque, le mot lui-même est formé du préfixe *ex* « hors de » et du mot territorialité qui signifie condition de ce qui fait partie du territoire d'un Etat. Le sens total serait donc « hors de la condition de ce qui fait partie du territoire d'un état.*

*Enfin, quelle qu'en soit l'acceptation juridique il convient de citer l'acceptation pratique du mot exterritorialité de M. SOULIÉ DE MORANT, dans son ouvrage intitulé : *Exterritorialité et Intérêts Etrangers en Chine* (p. 4).*

« En vérité, l'exterritorialité repose sur la personnalité des lois par opposition à leur « territorialité ». Elle est la situation spéciale et variable faite à chaque groupe de résidents étrangers d'Aubains par les exceptions au droit commun local dont ils sont l'objet soit par coutume, soit par traité. Ces exceptions forment, en réalité, la situation conventionnelle des Etrangers dans un pays, car il n'est pas d'étranger qui, dans un pays, ne soit l'objet d'une immunité quelconque de juridiction, fut-ce simplement pour des actes de l'état civil. Ce terme général, enfin, englobe trois groupes distincts : 1° prérogatives diplomatiques ; 2° immunité de juridiction ; 3° exemptions ou restrictions au droit commun.

On voit, par cette énumération ci-dessus donnée par M. SOULIÉ DE MORANT, combien ce régime porte atteinte à la souveraineté de l'Etat, lorsqu'il est en vigueur.

D'après ce principe, les Etrangers, résidant en Chine, au lieu d'être soumis aux lois et aux juridictions territoriales, demeurent assujettis à leurs lois et à leurs juridictions nationales.

Ces privilèges ne reposent sur aucun principe de droit international. Il est de principe, en Droit des gens, qu'un Etat ne peut exercer, en pays étranger, aucun pouvoir de juridiction sur ses ressortissants. Ceux-ci doivent être, pour leurs contestations, justiciables de l'autorité locale sous l'empire de laquelle ils se trouvent, conformément au principe général d'après lequel chaque nation possède et exerce seule et exclusivement la juridiction sur toute l'étendue de son territoire et que les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire, étrangers et nationaux.

Ces privilèges, dont les étrangers jouissent dans ce pays, ne leur ont pas été attribués par la Chine en vertu d'un principe de gouvernement intérieur ; ils sont une pure création des traités, c'est-à-dire des concessions que les nations étrangères ont obtenues par des conventions

particulières et spéciales, et qui constituent des exceptions au principe général de la territorialité des lois.

Il en résulte que les étrangers ne peuvent avoir des droits d'extraterritorialité que s'ils appartiennent à une puissance ayant un traité. Les étrangers dont les gouvernements n'ont jamais traité avec la Chine, et les étrangers auxquels le bénéfice des clauses d'extraterritorialité dont ils profitaient autrefois a été retiré, n'ont donc droit à aucun privilège, ne pouvant invoquer aucun traité. Ils se trouvent dans les conditions habituelles du droit international privé. Les affaires qui s'élèvent entre eux, et celles où ils sont demandeurs ou défenseurs contre des Chinois, relèvent des tribunaux chinois. Mais on admet que les étrangers protégés d'une puissance à traité jouissent, du fait de cette protection, des droits et des privilèges qui ont été accordés aux nationaux mêmes de l'Etat protecteur. D'autre part, sur les **concessions de Chang-Haï**, les étrangers, mêmes non protégés, sont soumis néanmoins, à la juridiction de tribunaux mixtes, comme cela résulte du règlement de 1869.

L'introduction du régime de la juridiction consulaire se justifie par la différence fondamentale qui existait autrefois entre les lois chinoises et les lois étrangères. La Chine n'avait pas de constitution politique qui protégeât les droits et les libertés des individus et qui leur assurât l'existence d'une magistrature indépendante et garantie par l'immovibilité des juges ; elle n'avait pas non plus de code fixe ni d'organisation judiciaire prévoyant et assurant tous les degrés de juridiction désirables, avec des juges instruits de leurs fonctions et aptes à juger tous les cas soumis à leur juridiction.

Outre la différence des lois, la juridiction consulaire en Chine avait-elle une autre cause ? Peut-on aussi la justifier par la différence de religion ?

On ne peut pas comparer le régime consulaire en Chine aux capitulations de l'ancien empire ottoman, qui se

justifiaient par la différence de religion entre le Monde chrétien et celui de l'Islam, différence qui faisait qu'en vertu d'un sentiment dicté par le Coran, les Musulmans avaient la haine de tous ceux qui ne pensaient pas comme eux en matière religieuse.

Le Coran est, en effet, non seulement un code de morale, mais aussi un code de droit national et international qui règle les relations d'égalité et de réciprocité entre la maison d'Islam et les pays infidèles. Tout acte civil était donc un acte religieux. Les capitulations ont eu pour but d'atténuer l'effet de cette hostilité des Musulmans, sentiment dirigé surtout contre les chrétiens, ce qui rendait impossible les relations internationales et qui fut préjudiciable aux intérêts de l'Empire Turc lui-même.

En était-il de même en Chine ? La réponse ne saurait être que négative. La « liberté de conscience », tant prônée par la démocratie moderne, est un dogme qui n'a jamais été discuté dans notre histoire. Nous vénérons Confucius et sa morale comme nous vénérons les créateurs des autres religions et leurs doctrines.

Les lettrés chinois, tout en vénérant Confucius, ne manquent jamais d'étudier le Bouddhisme, etc., car les religions ne sont, pour nous, que les écoles des diverses doctrines philosophiques, qui, si elles ont des moyens différents n'en ont pas moins une fin commune.

Nous laissons tranquilles les Bonzes, les Lamas, les Musulmans, les Israélites, les Protestants et les Catholiques. Les massacres de quelques missionnaires allemands en 1898 ont été plutôt une réaction contre l'invasion politique et économique étrangère qu'une manifestation antichrétienne.

La différence entre les lois chinoises et les lois étrangères a donc été la seule raison d'être de l'introduction du régime de l'exterritorialité en Chine.

L'établissement des capitulations en Chine remonte au milieu du XIX^e siècle en vertu des traités de 1842-43-44-58-60, etc. ; et il a été la conséquence naturelle de la politique de la Porte ouverte, qui constituait à ouvrir des portes au commerce étranger et à admettre l'installation des consuls. Ces conventions consulaires, ces exemptions de juridiction locale, doit-on les maintenir intactes ? ou au contraire, ne faudrait-il pas les supprimer lorsque les causes qui en justifiaient la création viennent à disparaître ? Une réponse affirmative s'impose.

La Chine s'était efforcée, à maintes reprises, d'entreprendre des réformes de toutes sortes : politique, administration, judiciaire, etc. Elle a réalisé, notamment dans le domaine judiciaire, des transformations et des progrès considérables qui méritent, à juste titre, d'être remarqués par l'Occident. elle a suivi l'exemple donné par le Japon en 1896 et par les pays balkaniques.

Aussi certains Etats, désireux de donner satisfaction à la Chine, ont-ils déjà promis à cette dernière de renoncer à leurs privilèges d'extraterritorialité. En 1902, le Gouvernement britannique, dans le traité de commerce qu'il signait avec la Chine, laissait entrevoir à cette dernière, la possibilité de recouvrer la plénitude de ses droits de juridiction, comme cela avait eu lieu en 1894 pour le Japon. L'article 12 du traité précité, après avoir noté le désir de la Chine de réformer son système judiciaire, d'accord avec les puissances occidentales, promet l'aide de l'Angleterre et donne l'assurance à la Chine que le Gouvernement britannique abandonnera ses droits d'extraterritorialité, lorsque l'état des lois et l'Administration de la Chine le permettront. Voici, d'ailleurs, le texte de cet article 12 du traité de Mackay de 1902 :

« China having expressed a strong desire to reform her judicial system and to bring it into accord with that of Western nations, Great Britain agrees to give every assistance to such reform, and will also be prepared to

relinquish her extra-territoriale rights when she is satisfied that the state of the chinese law, the arrangements for their administration and other considerations warrant her in so doing » (1).

Que ce régime ait été considéré comme un expédient temporaire, l'article ci-dessus mentionné le démontre.

A la suite de la Conférence de Washington, la situation n'était plus la même. Le peuple chinois, humilié par le régime en question, réclamait son abolition.

Les jeunes Chinois, comme les jeunes Turcs, inscrivent en première ligne de leur programme l'abolition des privilèges des étrangers. Conçus ici par les capitulations, là par les « traités inégaux », ces dérogations au droit commun sont presque semblables dans les deux pays.

Depuis les succès du Gouvernement nationaliste de Nankin, les choses ont pris un nouvel aspect. Ce dernier gouvernement, champion des revendications nationales, est incontestablement mieux organisé que l'ancien ; sa politique semble vouloir supprimer, d'accord avec les puissances, les privilèges spéciaux des étrangers en Chine et conclure de nouveaux traités sur le pied d'égalité.

(1) Ibid., Amérique Commercial treaty 1903, Art. XX.
Japon, Commercial treaty 1903, Art. XI.

PARTIE HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

Origine des Consulats et de l'exterritorialité en Chine

Un principe du droit international moderne, qui doit s'imposer d'après la conception contemporaine, c'est l'obligation, pour les Etats, d'entretenir des relations réciproques d'une façon ininterrompue. La vie des Etats doit être internationale, interdépendante et non indépendante. Cette conception moderne a été précédée par une ancienne théorie toute différente, d'après laquelle un Etat avait la possibilité de vivre isolément. Il était maître d'accorder ou non, à ses ressortissants, la liberté de commerce avec les nations étrangères ou de n'autoriser ce trafic qu'avec certains Etats. Il pouvait également n'ouvrir que certains de ses ports et ne recevoir que certaines marchandises étrangères. Enfin, aussi, il devait pouvoir être contraint par les autres Etats à permettre l'importation des produits étrangers et à consentir à l'entrée des marchands étrangers sur son territoire.

Les relations de la Chine avec les puissances européennes sont relativement récentes. La Chine a vécu pendant des siècles dans l'isolement. Depuis des siècles,

la Chine vivait isolée, enlisée dans ses traditions et dans la contemplation de sa grandeur passée.

On peut dire que, jusqu'au milieu du ^{xix}^e siècle, la Chine était hostile à toute immixtion de l'Etranger chez elle par suite du désir de sauvegarder ses institutions et ses coutumes séculaires, si, malgré elle, elle entretenait parfois des relations avec les puissances européennes, c'était plutôt une politique d'un caractère occasionnel et qu'on ne considérait jamais comme définitive. Il faut ajouter que ces relations étaient plutôt imposées qu'acceptées. « Les nations européennes établies dans l'Empire de Chine jouissent de cet avantage plutôt à titre de faveur qu'à titre de droit réel ; elle, n'ont aucune permission expresse du Gouvernement qui constate leur résidence, qui assure leur droit » (1).

Dès le début du ^{xvi}^e siècle, des relations suivies commencèrent déjà à s'établir entre la Chine et les puissances occidentales.

Les Portugais avaient été les premiers des Européens à s'installer en Chine. Arrivés aux Indes, vers la fin du ^{xv}^e siècle, ils firent leur première apparition à Canton, en 1517. S'ils avaient été honnêtes et scrupuleux, des relations durables auraient pu s'établir puisque les Chinois ne leur opposèrent aucun obstacle. Mais, malheureusement il n'en fut pas ainsi. Malgré des méfaits et des crimes qui inquiétèrent profondément le gouvernement chinois, les Portugais purent cependant rester à Silacas, moyennant une redevance annuelle de cinq cent taëls (4.000 francs environ), après des menaces d'expulsion.

Les Espagnols arrivèrent aussitôt après les Portugais. Puis ce furent les Hollandais qui débarquèrent en Chine. Leurs premiers vaisseaux parurent devant Canton en 1601 et en 1602, ils formèrent la compagnie unie des Indes orientales.

(1) CORDIER, la France en Chine au ^{xviii}^e siècle, I, p. 9.

Le point de départ des relations commerciales entre la Chine et l'Angleterre remonte en réalité à 1596, époque à laquelle la reine Elisabeth écrit à l'empereur de Chine une lettre en faveur de deux négociants et citoyens de Londres. Mais c'est en 1635 que le capitaine anglais Wedel' arr'va devant Macao et obtint moyennant le paiement annuel de 2.000 taëls, le droit pour tous les Anglais de trafiquer à Canton. Diverses compagnies se créèrent, qui se disputèrent le commerce avec la Chine. Canton et Macao furent les deux comptoirs principaux de ces compagnies.

Au début, la diplomatie russe n'avait pas réussi à nouer des relations officielles avec la Chine. Mais, grâce à son entremise, des négociations commerciales avaient eu lieu. Lorsque de fréquents conflits provoqués par la poussée des Russes vers la Sibérie se produisirent, les deux Empires s'entendirent, en 1689, pour conclure le traité de Nertchinsk qui était le premier traité entre la Chine et l'Occident.

Puis, vinrent les traités sino-russes de 1727 et de 1792. Ils furent tous antérieurs au fameux traité de Nanking de 1842. D'ailleurs, l'esprit en était bien différent: ils reposaient sur des principes de réciprocité, donc d'égalité et avaient pour principal objet la délimitation des frontières; ils ne portaient aucune atteinte à la souveraineté nationale chinoise.

Bien que la France ait été la première puissance européenne connue de la Chine par l'intermédiaire des missionnaires catholiques, il n'y avait eu au début aucune relation officielle entre les deux pays.

Pourtant, une mission française, composée des savants et des religieux avait été expédiée en Chine dès 1685, par Louis XIV, pour obtenir pour les Français plus d'avantages que n'en avaient les autres Européens.

En Chine, sur le terrain commercial, par ordre d'importance, l'Angleterre venait d'abord et la France ensuite, grâce à la célèbre compagnie des Indes. Le traité de commerce conclu à Whampao en 1844, entre la France

et la Chine, est le fondement des premières relations officielles entre les deux gouvernements.

Les Américains, de leur côté, se préoccupèrent de faire du Commerce avec la Chine. En 1781, un vaisseau « *Empress of China* » partait de New-York et abordait à Canton. En peu de temps, le commerce américain rivalisait avec celui des Anglais. Le commerce anglais était monopolisé, le commerce américain était libre il n'était pas l'apanage d'une compagnie ou de certains marchands seulement. L'Angleterre attribua à cette différence les progrès du commerce américain.

Le pavillon prussien parut dans les mers de Chine à la fin du XVIII^e siècle et surtout au commencement du XIX^e. En 1822, se fonda la « Société » royale pour le commerce maritime, qui affecta au commerce de Chine deux vaisseaux, le « *Mentor* » et la « *Princesse Louise* ».

Mais, pendant longtemps, le commerce étranger ne fut permis qu'à Canton et dut se soumettre à des conditions nombreuses. D'autre part, l'institution du cohong rendait, pour les marchands étrangers, le commerce trop onéreux et par suite souvent impraticable.

Le cohong était une sorte de système protecteur, dirigé contre les importations des marchandises étrangères. Au point de vue chinois, le cohong n'est pas seulement une institution économique, mais c'est surtout une mesure politique. La Chine craignait les dangers politiques qui pouvaient résulter sans doute du commerce étranger, pourtant elle ne voulait pas et ne pouvait interdire complètement un commerce qui était une source de revenus immenses, et que le peuple favorisait. Il n'y avait donc qu'à le limiter et à le surveiller. Voilà le cohong institué, organe de l'administration, chargé de la police des étrangers dans leurs relations commerciales avec les indigènes.

Les Anglais notamment en souffrirent et ils furent obligés de limiter leurs installations à Macao et Canton, seuls ports où le commerce étranger était permis.

Le cohong ne disparut qu'en 1844 conformément aux clauses du traité de Nankin.

Diverses missions officielles furent ensuite envoyées en Chine afin de nouer des relations plus étroites, mais aucune d'elles n'obtint de résultats appréciables. Ayant épuisé tout moyen pacifique, les puissances européennes et américaines se trouvèrent alors en présence de trois alternations: le recours à la force brutale pour contraindre le gouvernement chinois à se rendre à leurs raisons; la soumission entière aux méthodes des mandarins et de leurs subalternes; et, en dernier lieu l'abandon du commerce avec ce pays. Elles adoptèrent tout d'abord le deuxième système; mais bientôt elles eurent recours au premier, c'est-à-dire à la manière forte.

L'affaire de l'opium marqua le début de la politique de la manière forte. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la connaissance et la culture de l'opium étaient complètement ignorées en Chine. Ce fut la compagnie des Indes anglaises qui introduisit en Extrême-Orient ce vice si pernicieux. Le consul anglais Alcock, se rendant compte de l'indignité de ce commerce, n'hésita pas à dire : « Le commerce de l'opium est un trafic déshonorant qui tue l'importation de nos produits en Chine.

Déjà, en 1861, un édit de l'Empereur de Chine avait interdit l'importation et le commerce de l'opium, mais, malheureusement, il resta lettre morte.

Devant les conséquences de plus en plus désastreuse de ce fléau, le gouvernement chinois décida d'agir avec plus d'énergie. Un décret parut à cet effet en 1837; son exécution était assurée par le commissaire Lin. Il était ainsi conçu : « Si, dans le délai d'un mois, tous les navires anglais transportant de l'opium, ne quittent pas le pays, les sujets et même les surintendants anglais seront expulsés par la force ». Devant l'impuissance de cette mesure, cependant rigoureuse, le commissaire Lin décida de faire emprisonner le surintendant et ses compatriotes à Canton. On ne les relâcha qu'en 1839, quand tout le stock d'opium fut entre les mains des autorités chinoises.

Nul ne peut contester que cette attitude, quoique audacieuse, ne fut parfaitement conforme au droit des gens. Cependant, les plaintes des commerçants anglais, soute-

nus par des parlementaires, parvinrent au gouvernement britannique.

D'autre part, les Anglais, malgré leur violation des principes du droit des gens, demandaient le droit de juridiction consulaire pour les crimes commis par leurs compatriotes sur le territoire chinois. Ce fut là le prétexte de la guerre déclarée le 3 novembre 1839.

Les désastres de la guerre de l'opium contraignirent la Chine à signer une série de traités et à ouvrir ses portes au commerce étranger. Ainsi, se trouvaient atteintes sa souveraineté politique et son indépendance territoriale.

Le traité de Nankin, qui mit fin à cette guerre, fut signé le 29 août 1842, par M. Ki-Ying, commissaire impérial des Deux Kwangs, d'une part et par sir Pottinger, représentant l'Angleterre d'autre part. Il donnait aux Anglais entière satisfaction et était sans précédent dans les accords sino-étrangers.

Jusqu'en 1838 la Chine avait toujours imposé ses volontés aux puissances et à leurs ressortissants, mais, dès 1842, date du traité de Nankin, ses rapports internationaux furent tout à fait différents. Désormais, les rôles seront renversés, les puissances étrangères, à leur tour, dicteront leurs volontés à la Chine.

En vertu de ce traité, l'île de Hong Kong fut cédée à la Grande-Bretagne. Les sujets anglais, avec leurs familles et leurs établissements, furent autorisés à résider pour leurs affaires, sans trouble ni restriction, dans les cinq ports de Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Ning-Po et Chang-Hai. L'institution du Cohong fut abolie, les négociants anglais furent autorisés à trafiquer avec telles personnes qu'il leur plairait. Dans tous les ports à ouvrir, en vertu de ce traité, un tarif convenable et régulier de droits d'entrée, de sortie et autres, devrait être établi.

La Grande-Bretagne fut autorisée à nommer dans chacun des cinq ports ci-dessus indiqués des surintendants ou officiers consulaires admis à traiter sur un pied d'égalité avec les autorités chinoises.

Mais il n'était pas question dans ce traité de la juridiction consulaire sur les sujets britanniques. Ce traité

ne fut ratifié que l'année suivante, et il a reçu par suite un complément: l'établissement d'un droit nouveau. L'article 13 de ce traité règle la façon dont seront jugés les différends entre Anglais et Chinois; l'article 14 autorise le stationnement d'un croiseur anglais dans chacun des cinq ports, afin que le consul ait toujours le moyen d'imposer respect aux marins et d'empêcher les désordres. Il convient de remarquer que les juridictions consulaires qui existaient déjà en fait, ne furent reconnues en droits pour la première fois que par le traité supplémentaire de 1843.

Les traités signés par la Grande-Bretagne, dès 1842, incitèrent immédiatement les autres nations à conclure des règlements analogues.

En présence de ces nouvelles facilités accordées au commerce et à la navigation de l'Angleterre, les Etats-Unis, ses rivaux commerciaux, la France, sa rivale politique organisèrent des missions pour obtenir pacifiquement des avantages qu'ils voulaient au moins semblables et qu'ils espéraient meilleurs. Les Etats-Unis parvinrent, en 1844, à conclure avec la Chine le traité de Wanghoi, qui avait pour base le traité de Nankin, mais plus précis et de portée plus grande.

Après le traité de Wanghai, le Ministre de France, M. Théodore de Sagraeue, arriva à Macao, en vue de négocier avec la Chine. La politique traditionnelle consistait, en Chine, à traiter toutes les nations étrangères sur un pied de parfaite égalité et à accorder à chacune les privilèges commerciaux consentis aux autres; la demande de la France devait donc être facilement agréée. Le traité fut signé à Whampao, à l'embouchure de la rivière de Canton, le 24 octobre 1844.

La Belgique ne tarda pas à suivre l'exemple de la France; elle envoya M. Lannoy, consul en Indo-Chine, pour négocier avec les autorités de Canton. Le Ministre de France l'introduisit et soutint ses revendications. Il n'y eut pas de traité conclu, mais on signa à Canton, le 28 juillet 1848, un arrangement et une ordonnance fut

édictée, conférant aux Belges le droit de commercer avec la Chine, comme les autres puissances.

Au Danemark aussi on donna semblable autorisation. Un traité de paix, d'amitié et de commerce a été signé, le 20 mars 1847, entre la Chine et la Suède.

A la suite de la conclusion de ces traités, des incidents se sont produits. L'Angleterre ne se contentait plus du traité de Nankin : beaucoup d'Anglais, à cette époque, le trouvaient insuffisant (1). La presse anglaise était, de son côté, favorable à une guerre nouvelle.

On saisit, dès lors, la première occasion, qui ne tarda pas à se présenter par suite de l'affaire de l'arrow. Il s'agit de l'arrestation opérée au mois d'octobre 1856, à bord d'un lorcha (arrow) de construction chinoise et dans les eaux chinoises, par les officiers du pays, de douze hommes accusés de piraterie. C'est à cette arrestation que l'on doit attribuer la guerre qui éclata à cette époque. Le Gouvernement anglais prétendait que le lorcha était encore sous la protection du pavillon britannique au moment où les arrestations avaient été opérées.

En réalité, le lorcha n'avait plus aucun droit, lors de cet incident, d'arborer le pavillon anglais, puisque la licence était expirée depuis douze jours (du 27 septembre au 8 octobre 1856). Le Gouvernement anglais à Hong-Kong l'avait reconnu, du reste, lui-même (2).

Quoiqu'il en soit, la guerre fut néanmoins déclarée. La Grande-Bretagne sollicita l'appui des Etats-Unis et de la France, qui seule accepta, sous prétexte de venger l'assassinat d'un missionnaire catholique. Après avoir bombardé et pris Canton, les Alliés imposèrent à la Chine la signature du traité de Tien-Tsien, les 26-27 juin 1858. Par ce traité, la liberté du culte, l'ouverture de ports nouveaux sur le Yang-Tse-King, des facilités pour le commerce étranger, la reconnaissance et l'organisation de la juridiction consulaire sont accordées.

(1) CORDIER, l'Expédition de Chine de 1857-1858, p. 2.

(2) CORDIER, l'Expédition de Chine de 1857-1858, p. 51.

Un traité a été signé avec les Etats-Unis le 18 juin de la même année et un autre avec la Russie le 13 juin 1860.

Une série de traités, du même ordre, furent enfin conclus entre la Chine et d'autres Etats.

Voici les dates de signature des traités, avec le numéro des articles touchant à l'exterritorialité juridictionnelle :

Tien-Tsin (1861)	avec l'Allemagne	article 31
Pékin (1862)	— le Portugal	— 13-18
Tien-Tsin (1863)	— le Danemark	— 15-18
Tien-Tsin (1863)	— la Hollande	— 6, 15
Pékin (1864)	— l'Espagne	— 12-18
Pékin (1865)	— la Belgique	— 12-18
Pékin (1866)	— l'Italie	— 15, 16
Pékin (1869)	— l'Autriche	— 39, 40
Pékin (1871)	— le Japon (1)	— 8
Tien-Tsin (1874)	— le Pérou	— 12-14
Tien-Tsin (1881)	— le Brésil	— 9-11
Tien-Tsin (1899)	— le Mexique	— 13-17

Telle est l'origine des clauses d'exterritorialité qui figurent dans les nombreux traités appelés inégaux, parce qu'arrachés par la force à la Chine, traités dont les plus importants sont ceux de Tien-Tsin conclus en 1858 entre la Chine et un certain nombre de puissances européennes. A partir de ce moment, une série ininterrompue de traités d'exterritorialité interviennent entre la Chine et les puissances soit par une extension de la clause de la nation la plus favorisée, soit à l'aide de clauses expresses organisant le régime.

(1) En 1896, le Japon, voulant faire figure de puissance occidentale, exigeait de la Chine la concession de droits d'exterritorialité (Traité de commerce et de navigation du 21 juillet 1896), tandis qu'auparavant il y avait, entre la Chine et le Japon, une Convention de juridiction consulaire réciproque (Traité du 13 septembre 1871, art. 8) ; depuis 1896, le régime est devenu unilatéral au profit du seul Japon.

CHAPITRE II

Etat et fonctionnement de l'extritorialité juridictionnelle (1)

L'Extritorialité juridictionnelle se manifeste en Chine à des degrés divers et par des organismes variés.

SECTION I

En matière pénale :

En matière pénale, le principe général posé dans les traités avec la Chine, comme aussi dans les capitulations avec la Turquie, c'est qu'un étranger (réserve faite pour les puissances ayant renoncé à l'extritorialité) ne peut être poursuivi que devant son consul (2).

(1) Le régime décrit ci-dessous est de plus en plus théorique, par suite des mesures prises par le Gouvernement chinois, en vue de l'abolition unilatérale de l'extritorialité.

(2) Traité de Tien-Tsin, article XXXVII : « Si malheureusement il s'élevait quelque rixe ou quelque querelle entre des Français ou des Chinois, comme aussi dans le cas où, durant le cours d'une semblable querelle, un ou plusieurs individus seraient tués ou blessés soit par des coups de feu, soit autrement, les Chinois seront arrêtés par l'autorité chinoise qui se chargera de les faire examiner et punir, s'il y a lieu, conformément aux lois du pays. Quant aux Français, ils seront arrêtés à la diligence du consul et celui-ci prendra toutes les mesures nécessaires pour que les prévenus soient

Les sujets des puissances qui n'ont pas traité avec la Chine devraient donc être soumis à la juridiction locale. Mais, dans un grand nombre de cas, ces individus sont rattachés, à titre de protégés, aux Consulats des puissances ayant traité et participent ainsi à l'immunité juridictionnelle réservée aux nationaux de la puissance protectrice. Cette situation est, d'ailleurs, discutable en fait et en droit.

La règle qui vient d'être énoncée s'applique dans toutes les hypothèses que la partie lésée soit un étranger de la même nationalité ou d'une nationalité différente, ou un Chinois. Réciproquement, les Chinois poursuivis en matière pénale demeurent soumis à la juridiction territoriale, quelle que soit la nationalité de la partie lésée. Les tribunaux consulaires appliquent la législation en vigueur dans l'Etat dont ils dépendent, les tribunaux locaux appliquent la loi chinoise.

Dans l'organisation juridictionnelle, le principe de la compétence consulaire offre des modalités d'exécution très variées. Pour la France, le principe de la juridiction consulaire se trouve dans le célèbre édit du 8 juin 1778, lui-même dérivé du droit maritime interne (Ordonnance de 1681) et maintenu en vigueur par la loi du 8 juillet 1859. Pour l'Angleterre, ce principe se trouve dans des « Orders in Council » de la Couronne britannique (General Recapitulation du 22 juillet 1843, art. XII et XIII). Les autres pays ont organisé de toutes pièces leur régime de juridiction consulaire en Chine. En tout cas, ces règles de caractère unilatéral ont toutes été incorporées dans des traités. Tandis que certains Etats se

livrés à l'action régulière des lois françaises, dans la forme et suivant les dispositions qui seront ultérieurement déterminées par le Gouvernement français.

Il en sera de même en toute circonstance analogue et non prévue dans la présente convention, le principe étant que, pour la répression des crimes et délits commis par eux en Chine, les Français seront constamment régis par les lois françaises. »

contentent de donner des fonctions judiciaires à leurs consuls, d'autres ont institué de véritables tribunaux, composés de juges de profession ; tel est le cas de l'Angleterre et des Etats-Unis ; tel aussi, dans une mesure plus restreinte, celui de la France. D'autre part, l'Angleterre possède, en Chine même, une juridiction d'appel.

SECTION II

En matière civile :

En matière civile, la règle de la compétence du Tribunal consulaire du défendeur n'est rigoureusement vraie que s'il s'agit d'un litige entre deux étrangers. Si nous consultons les traités, nous constatons que les mentions qu'ils contiennent à ce sujet se bornent à des indications vagues. « En cas de différends entre Français et étrangers, dit l'article 39 du traité de 1858, il est stipulé que l'autorité chinoise n'aura à s'en mêler d'aucune manière. »

Le Gouvernement chinois se bornait donc à déclarer que son autorité ne s'imposerait pas aux procès s'engageant entre étrangers de nationalités différentes. Il laissait aux puissances étrangères le soin de régler entre elles la procédure à suivre devant les tribunaux établis par elles sur son territoire.

M. de Mortens a fait remarquer qu'il n'y a pas de règle adoptée entre les Etats pour fixer cette procédure. « Jusqu'aujourd'hui, a-t-il dit, aucun accord n'est intervenu entre les Etats chrétiens concernant la procédure à suivre dans les procès entre leurs sujets résidant dans les pays orientaux. Les législations des divers pays civilisés ne peuvent fournir une base solide aux procès dont il s'agit. Les règlements consulaires ou les lois spéciales concernant la juridiction consulaire dans les Echelles du Levant et en pays d'Extrême-Orient n'ont généralement en vue que les contestations entre personnes appartenant à la même nationalité. Quant aux contestations entre sujets d'Etats différents, les règlements consulaires stipulent généralement qu'elles seront réglées d'après les

coutumes et usages établis. Il est évident, d'ailleurs, qu'une seule législation ne saurait être compétente pour régler de sa propre autorité des procès pareils (1).

Ainsi, ni les traités internationaux, ni les législations des divers pays chrétiens concernant la juridiction consulaire ne donnent de base suffisante pour la solution de la question posée.

SECTION III

La Juridiction civile mixte :

Les difficultés auxquelles donne lieu la juridiction civile mixte entre étrangers et Chinois sont beaucoup plus graves. Il faut distinguer, à cet égard, deux régimes, l'un qu'on peut appeler le droit commun et l'autre, spécial aux concessions de Chang-Haï, celui des cours mixtes :

1° Le régime du droit commun.

Le régime de droit commun est des plus incohérents. Les traités signés à Tien-Tsin, du 13 au 27 juin 1858, entre la Chine, d'une part, et la Russie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Angleterre et la France, d'autre part, contiennent la clause suivante reproduite d'après l'article 17 du traité sino-britannique :

« Tout sujet britannique ayant un sujet de plainte
« contre un Chinois doit s'adresser à son consul et établir
« ses griefs. Le consul fera une enquête sur l'affaire
« et tâchera d'arriver à un arrangement amiable. De
« même, si un Chinois a lieu de se plaindre d'un sujet

(1) « Annuaire de l'Institut de Droit international », année 1883. Application aux Nations orientales du droit des gens coutumier de l'Europe.

« britannique, le consul ne manquera pas d'écouter ses
« griefs et d'efforcer de résoudre amiablement l'affai-
« re. S'il s'agit d'un litige de telle nature que le consul
« ne puisse l'arranger à l'amiable, il demandera, alors,
« l'assistance des autorités chinoises, afin qu'elles et lui
« puissent ensemble examiner l'affaire et la trancher
« d'une manière équitable. »

D'après ce texte, il apparaît clairement que l'action conjointe du consul étranger et des autorités chinoises ne présente, en aucune façon, un caractère juridictionnel ; c'est une sorte de procédure d'arbitrage. Mais, au cours d'une évolution que l'on retrouve également dans le système des cours mixtes, la conception du règlement amiable a, peu à peu, fait place à celle de la décision judiciaire et, comme il était naturel, les tribunaux locaux ont retenu leur compétence à l'égard des Chinois défendeurs civils, comme en matière pénale. Dès lors ont surgi des difficultés touchant la portée de l'intervention du représentant du demandeur étranger. Les traités sino-britanniques de Chefoo, du 13 septembre 1876 et sino-américain, de Pékin, du 17 novembre 1880, visent l'assistance aux débats, devant la juridiction chinoise, d'un délégué du consul (1).

(1) 1^o Traité de Chefoo, sect. II, 3 : « Il est convenu que, si un crime affectant la personne ou les biens d'un sujet britannique vient à être commis soit dans l'intérieur, soit dans les ports ouverts, le Ministre d'Angleterre aura la faculté d'envoyer des représentants sur place pour assister à l'enquête.

Il est de nouveau entendu que tant que les lois des deux pays différeront entre elles, le seul principe à suivre dans la procédure des affaires mixtes en Chine est que l'affaire est jugée par l'autorité compétente de la nationalité du défendeur ; l'autorité compétente de la nationalité du demandeur est simplement présente pour veiller à la régularité de la procédure. Si le représentant du demandeur n'est pas satisfait de la procédure, il aura le droit de formuler une protestation détaillée. La loi applicable sera celle de la nationalité de l'autorité qui juge l'affaire. Telle est le sens des carac-

Mais, suivant les traités, les époques et les tribunaux, le rôle du délégué étranger a oscillé entre l'assistance passive et une participation plus ou moins grande aux débats comprenant parfois le droit de poser des questions aux témoins (1). A partir de 1896, on remarque, en fait, trois régimes différents, résultant de l'interprétation des traités.

L'un est celui de la procédure d'arbitrage, institué par l'action conjointe du consul et des autorités locales. Un autre consacre la compétence du tribunal chinois, avec assistance d'un délégué du consul. Un troisième ne reconnaît même plus cette assistance (2).

tères huiting qui indiquent une action conjointe des autorités judiciaires dans l'article XVI du traité de Tien-Tsin ; et telle est la marche à suivre par les fonctionnaires respectifs de chaque nationalité. »

2° Traité de Pékin (traité commercial), art. IV : « En cas de litige survenant dans l'Empire chinois, entre les citoyens des Etats-Unis et des sujets de sa Majesté Impériale, et qui doivent être examinés et tranchés par les représentants des deux nations, il est convenu, entre les Gouvernements des Etats-Unis et de la Chine, que ces affaires seront jugées par l'autorité compétente de la nationalité du défendeur. L'autorité compétente de la nationalité du demandeur aura le droit d'assister aux débats et sera traitée avec la courtoisie due à son rang. Il lui sera donné toutes facilités pour veiller à la régularité de la procédure et, si elle le désire, elle pourra assister aux dépositions et examiner et contre-examiner les témoins. Si cette autorité n'est pas satisfaite de la procédure, elle aura le droit de protester au cours des débats. La loi applicable sera celle de la nationalité de l'autorité qui juge l'affaire. »

(1) V. le traité de Pékin cité à la note précédente.

(2) Le premier régime est défini dans le Traité de Whampoa, du 24 octobre 1844, entre la France et la Chine, art. 25 ; c'est, en quelque sorte, le régime du droit commun.

Le second résulte des Traités de Chefoo et de Pékin cités note 1, p. 26.

Un exemple du troisième est fourni par le Traité sino-japonais du 21 juillet 1896, art. 21 : « Si les autorités chinoises ou un citoyen chinois ont quelque sujet de plainte ou de réclamation de nature civile contre des sujets japonais

Dans la pratique, on rencontre toutes sortes de combinaisons, voire d'expédients plus ou moins réguliers ; de là l'incertitude et l'incohérence qui caractérisent le régime de droit commun de la juridiction civile mixte.

A l'époque où se négociaient les traités contenant des clauses d'exterritorialité, l'Administration de la justice en Chine était entièrement entre les mains des fonctionnaires administratifs, les chefs des hien ou sous-préfectures. C'était devant eux que venaient les affaires mixtes. Lorsque la Chine, à partir de 1901, eût commencé de réorganiser son Administration judiciaire et créé des tribunaux modernes, le Gouvernement chinois en profita pour refuser à l'observateur étranger le droit d'accès à ces tribunaux. Cette procédure était devenue inutile, car les garanties offertes par les tribunaux modernes étaient bien plus considérables. C'est alors que l'on vit parfois les puissances, par une attitude singulièrement paradoxale, encourager leurs nationaux à porter leurs litiges devant les tribunaux de sous-préfets, afin de ne pas perdre le bénéfice de l'envoi d'un observateur. Il faut noter que ces étrangers ont toujours le droit de renoncer au privilège d'avoir un fonctionnaire de leur nationalité présent aux débats, et de s'adresser aux tribunaux modernes. Il faut noter aussi que, parfois, les étrangers préfèrent porter leurs litiges devant les tribunaux chinois ; l'expérience révèle, du reste, que les décisions de ces tribunaux donnent, le plus souvent, satisfaction aux intéressés.

ou relativement à une propriété japonaise en Chine, l'affaire sera entendue et jugée par les autorités japonaises. Réciproquement, toutes plaintes ou réclamations civiles formées par les autorités japonaises ou les sujets japonais contre des sujets chinois ou relativement à une propriété chinoise seront entendues et jugées par les autorités chinoises ». Ce système, qui consacre l'assimilation des affaires civiles aux affaires pénales, au point de vue de la compétence exterritoriale, se rencontre également dans le Traité sino-brésilien du 30 octobre 1881, article X, et dans le Traité sino-mexicain du 14 décembre 1899, article XIV, paragraphe 3.

On notera que les divers régimes concernant la juridiction mixte ne prévoient pas de juridiction d'appel. En fait, des appels, en matière civile, étaient portés par des étrangers devant les commissaires des Affaires étrangères de chaque province. Par un décret du 16 juillet 1929, révisé le 12 août de la même année, visant la situation des étrangers à partir du 1^{er} janvier 1930, le Conseil exécutif a décidé qu'après la suppression des postes de commissaires aux Affaires étrangères dans chaque province tous les appels, en matière mixte, seraient portés devant le « commissaire spécial » des Affaires étrangères de la province intéressée. La suppression envisagée a eu lieu par décret du Conseil d'Etat du 28 décembre 1929. Lorsque le poste de commissaire spécial aura été aboli à son tour, des appels susvisés seront différés au tribunal régulièrement compétent. (Décret du 5 avril 1930.)

2° *Le régime des cours mixtes à Chang-Haï.*

Chang-Haï est le grand centre du commerce chinois. Primitivement, il y avait, dans cette ville, trois concessions : française, anglaise et américaine. Ces deux dernières furent, en 1862, réunies en une seule administration, sous le nom de « Concession internationale » ; les étrangers des autres pays peuvent y résider. Dans les concessions, la justice est rendue par des cours mixtes : la cour mixte internationale et la cour mixte française.

1° Le caractère originaire de la Cour mixte internationale (1).

La Cour mixte internationale fut instituée sur la concession internationale de Chang-Haï peu après la répression de la rébellion de Tai-ping, en 1864. Elle a fonctionné conformément à une série de règles édictées,

(1) La Cour mixte de la concession française ayant suivi, en général, l'évolution de la Cour internationale et soulevant les mêmes questions actuelles, il ne semble pas utile d'en traiter d'une manière spéciale, sauf occasionnellement.

le 20 avril 1869, par le consul d'Angleterre. D'après le règlement de 1868, elle montre clairement que dans son principe, la Cour mixte était à la fois un tribunal et un organe de conciliation. Le magistrat chinois — juge unique — décidait seul dans tous les procès civils, commerciaux ou criminels, où des Chinois résidant sur les concessions étaient seuls en cause. La présence d'un assesseur étranger n'était prévue que pour les cas où un étranger était intéressé dans l'affaire à un titre quelconque.

D'autre part, la juridiction créée à Chang-Hai, en 1869, se présentait comme une juridiction essentiellement chinoise. En 1917, la Cour suprême de Chine décrivait, en ces termes, le caractère originaire de la Cour mixte : « La Cour mixte à Chang-Hai a été créée conformément aux règles de 1869 (dans la concession étrangère) à Yan-King-Pong ; ces règles prévoient la nomination de fonctionnaires pour les affaires mixtes et il s'agissait ainsi d'une institution spéciale découlant des traités. Cette Cour exerçait ses fonctions civiles et criminelles, conformément aux traités, sur le territoire chinois et en vertu du pouvoir juridictionnel chinois. Ses jugements ne peuvent donc être considérés comme étant rendus par un tribunal étranger. Ceci est hors de doute. »

2° La compétence de la Cour mixte.

En principe, le tribunal compétent est celui du domicile du défendeur (*ceter sequitur forum rei*). Il en était autrement à l'origine (du moins en ce qui concerne la compétence de la Cour mixte internationale, puisque les étrangers, quelle que fût leur qualité dans l'instance (demandeur ou défendeur), comparaissaient devant ces cours, quand l'adversaire était Chinois. A la suite de graves abus, une Convention sino-anglaise intervint en 1876, décidant que les Cours mixtes ne seraient plus compétentes que lorsque les défendeurs seraient Chinois. Au cas contraire, c'est-à-dire si les défendeurs sont Anglais, les différends sont trancés par le Tribunal consulaire britannique.

La France et les autres pays ont adopté ces règles nouvelles.

Les mandats d'arrêt doivent être signés soit par un juge chinois, soit par un juge étranger et contresignés par le doyen du corps consulaire. Ceux délivrés par la Cour mixte française ne peuvent être signés que par le juge français. L'exécution des premiers, sur la concession française, ne doit avoir lieu qu'après le visa du consul de France. Pour l'exécution des seconds, sur la concession internationale, il faut le visa du doyen du corps consulaire.

Tous ces règlements étaient fort compliqués, et c'est en raison de leur imperfection qu'en 1902 des règles nouvelles, approuvées par le corps diplomatique, ont été édictées relativement à la compétence des deux Cours à Chang-Haï. En voici le texte intégral :

1° Dans toutes les actions civiles entre Chinois, le demandeur attaquera le défendeur et portera la cause devant la Cour mixte du lieu de la résidence du dit défendeur;

2° Dans toute action criminelle ne concernant pas les étrangers et dans toute affaire de police contre des Chinois résidant dans les concessions, la Cour mixte de la concession dans laquelle le crime ou la contravention a été commis est seule compétente. Ces deux clauses comprennent les cas où les défendeurs sont au service d'un étranger. Le visa du Consul de cet étranger doit être obtenu comme auparavant;

3° Dans les actions civiles mixtes:

a) Si le demandeur est un étranger de nationalité non française et si le Chinois réside dans la concession internationale, ce dernier doit être poursuivi devant la Cour mixte de concession internationale;

b) Si le demandeur est Français et si le défendeur Chinois habite la concession française, ce dernier doit être poursuivi devant la Cour mixte de la concession française;

c) Si le demandeur est un étranger de nationalité non française, et si le défendeur Chinois habite la concession française, ce dernier sera poursuivi devant la Cour mixte

de la concession internationale, dont le mandat de comparution ou d'arrêt, dûment visé par le Consul général de France, sera exécuté ou délivré par les auxiliaires de la Cour mixte internationale, assistée de la police de la concession française, sans comparution préalable devant la Cour mixte de la concession française;

d) Si le demandeur est Français, et si le défendeur Chinois habite la concession internationale, ce dernier sera poursuivi devant la Cour mixte de la concession française, dont le mandat de comparution ou d'arrêt dûment visé par le doyen du corps consulaire sera exécuté ou délivré par les auxiliaires de la Cour mixte de la concession française, assisté de la police de la concession internationale, sans comparution préalable devant la Cour mixte de la concession internationale;

4° Dans les actions criminelles où le plaignant est un étranger de nationalité non française, la Cour mixte de la concession internationale est compétente. Si le plaignant est Français, la Cour mixte de la concession française est compétente.

3° *La composition de la Cour Mixte Internationale.*

La composition de la Cour mixte de la concession internationale varie suivant la nature des affaires et suivant la nationalité de l'étranger en cause. Dans les affaires civiles et criminelles entre un Chinois et un Etranger, la Cour est composée du Magistrat chinois et du délégué du Consul dont cet Etranger est ressortissant. Dans les affaires civiles et criminelles entre un Chinois et Etranger ne ressortissant pas comme sujet ou protégé à une puissance ayant un traité, la Cour est composée du magistrat chinois et d'un délégué désigné par le doyen du corps consulaire. A la Cour mixte de la concession française, le Tribunal est toujours composé (sauf pour les affaires purement chinoises de l'extra-concession de 1914) d'un juge chinois et d'un juge français. Quelles que soient les affaires traitées et quelles que soient les circonstances, la composition du Tribunal n'a jamais variée, tandis que la composition de

la composition de la Cour mixte internationale varie, comme nous l'avons vu, suivant la nationalité de l'Etranger, dans les affaires mixtes et suivant les affaires.

Dans les affaires civiles ou criminelles intéressant seulement les Chinois, le magistrat chinois siégeait seul, comme cela a été formellement spécifié dans le règlement de 1869. Mais, en 1911, époque à laquelle eut lieu la Révolution, le corps consulaire a décidé qu'un assesseur, désigné à tour de rôle par les Consuls d'Angleterre, des Etats-Unis et d'Allemagne, siégeait avec le magistrat chinois. Cette mesure, que les circonstances pourraient justifier, ne fut jamais rapportée, pas même après que la République eut été organisée et reconnue par les puissances. L'une de ses conséquences fut que la nomination des juges chinois de la Cour mixte appartient désormais à l'autorité consulaire ; une autre conséquence — la plus sérieuse — fut l'extension de la compétence de la Cour mixte aux affaires purement chinoises et dans lesquelles aucun étranger n'est intéressé. L'autorité chinoise protesta avec raison contre cette extension. En effet, s'il est déjà contraire à la souveraineté de la Chine que la justice soit rendue sur son territoire, même à des étrangers, au nom d'un Etat étranger, la violation de cette souveraineté est encore plus grave lorsqu'une autorité étrangère vient s'immiscer dans les affaires purement chinoises.

SECTION IV

La Rétrocession de la Cour Mixte

Depuis 1911, le Gouvernement chinois voyant le contrôle de la Cour mixte lui échapper peu à peu, a multiplié les efforts pour assurer le retour à un état de choses régulier, sur la base des règles de 1869 et des traités.

L'an I (1912) de la République, le Comité d'études des traités a voulu remanier la rédaction du règlement de Youg-Ching-Pong afin de reprendre indirectement le pouvoir juridictionnel ; il proposait un règlement de dix-sept

articles fondés strictement sur les clauses stipulées dans des traités et comprenait des règles précises en ce qui concerne la nomination des juges, l'audience et diverses autres questions. Malheureusement, à ce moment-là, le Gouvernement de la République n'était pas encore reconnu par les puissances étrangères et aucun arrangement sur cette question ne put être réalisé avec ces dernières.

Au mois d'août 1913, un projet d'accord, en cinq articles, concernant la Cour mixte, fut établi par le Ministère des Affaires étrangères et Sir John Jordan, ministre de Grande-Bretagne. L'article premier portait que les magistrats chinois et l'assesseur étranger désigné à tour de rôle auraient juridiction conjointe. Les magistrats devaient être nommés par le Gouvernement chinois ; une importante disposition, rappelant les règles de 1869, stipulant que « les affaires civiles dans lesquelles les deux partis sont de nationalité chinoise seront jugées par les magistrats conformément aux lois chinoises et à la procédure chinoise en vigueur. Les assesseurs étrangers n'assisteront pas à l'audience. »

L'article 2 attribue à la Cour mixte compétente générale en matière criminelle, sur les concessions, avec possibilité d'infliger, sans appel, jusqu'à dix ans d'emprisonnement. Les décisions comportant une peine supérieure doivent être soumises à l'approbation du Ministre de la Justice ; si celui-ci refuse son approbation (refus qui doit être motivé), la Cour mixte devra juger à nouveau et en référer au Ministre.

D'après l'article 4, le système de l'appel au Tao-Yin (Tootai) et au consul pour les affaires civiles mixtes est maintenu. Mais cet appel est obligatoirement précédé d'un jugement sur premier appel rendu par des magistrats et assesseurs autres que ceux qui ont connu de l'affaire en première instance.

Finalement, les négociations qui avaient abouti au projet d'accord ci-dessus analysé échouèrent en partie parce que le corps diplomatique refuse d'accéder à toutes les demandes purement judiciaires de la Chine, en partie

parce qu'il lia à la discussion une autre question d'un caractère très différent, celle de l'extension de la concession internationale.

Jusqu'en l'an 8 (1919), le corps diplomatique donna toujours comme réponse au Gouvernement chinois qu'en ce qui concernait la rétrocession des Cours mixtes, il l'accepterait quand l'élargissement des concessions serait mis en œuvre.

En l'an 10 (1921) au mois de février, la commission d'extraterritorialité reprit la question de la rétrocession avec création d'un tribunal spécial pour s'occuper des procès civils et criminels de ces concessions et rédigea un trajet conçu ainsi dans les grandes lignes :

1°) Le tribunal spécial est établi par le gouvernement chinois. Il est compétent pour connaître de tous les procès civils et criminels s'élevant dans les concessions, quelque soit la nationalité des parties intéressées.

2°) Le président, les juges, les procureurs, et tous autres membres du dit tribunal spécial sont nommés par le Gouvernement Chinois.

3°) Pour les cas où un étranger est intéressé, un conseiller étranger peut être appelé à participer tant à l'audience qu'à l'instruction, le conseiller est choisi parmi les étrangers ayant été juges ou avocat et nommé par le ministre de la Justice.

4°) L'appel est admis devant la cour suprême contre le jugement rendu par ce tribunal spécial.

5°) La décision définitive peut être exécutée par le tribunal chinois en dehors des concessions, mais lorsque le condamné est étranger, la peine sera purgée dans une prison moderne ou dans un autre lieu indiqué par le Ministre de la Justice.

6°) Toute procédure appliquée devant les tribunaux ordinaires est applicable au tribunal spécial sous réserve des règlements spéciaux.

Le projet ne fut pourtant pas pris en considération par le corps diplomatique et l'on n'obtint aucun résultat.

En l'an II (1922) le gouvernement chinois souleva une fois encore la question et ce ne fut qu'en l'an 15 (1926) à

la suite de graves épisodes sino-étrangers que les puissances commencèrent à se rendre compte de la situation ; au mois de mai des négociations furent entamées entre les autorités chinoises de la province de Kiang-Sou et le corps consulaire (à l'exclusion de la France) de Changhaï, on finit par conclure un accord provisoire le 31 août 1926. L'accord eut ses effets à partir du 1^{er} janvier 1927, la question était donc résolue.

Quant à la cour mixte française il n'y avait eu aucune négociation officielle, mais sous l'influence de la rétrocession de la cour mixte internationale, la juridiction civile a été rendue le 5 janvier 1927 à l'autorité chinoise suivant la proclamation du consul de France (du 5 janvier 1927). Les procès entre étrangers ne bénéficiant pas du privilège d'extraterritorialité, entre ces derniers et Chinois, les procès entre Chinois enfin sont désormais jugés par un juge chinois sans l'assistance d'un juge français. Mais qu'est-ce que le juge chinois ? Par qui est-il nommé ? Sous le contrôle de qui ? Tous ces points importants sont intéressants à étudier et montrent que ce que l'on appelle rétrocession de la juridiction civile, n'est qu'un mythe. Quant à la juridiction criminelle, il n'en est pas encore question ; elle reste dans les mains de l'autorité française.

Telle est l'histoire sommaire de la rétrocession des cours mixtes de Changhaï.

SECTION V

Le Tribunal provisoire de Chang-Haï

Comme la Cour mixte de la concession internationale de Chang-Haï a fait retour à la Chine, pour la période transitoire, le Gouvernement provincial du Kiangsou a créé à la place de cette Cour mixte, un tribunal provisoire dont la compétence territoriale s'exerce est limitée à la concession internationale pour tous les procès civils et criminels qui s'élèvent entre tous les habitants de cette concession sous réserve des cas soumis aux autorités qui bénéficient du privilège d'extraterritorialité (Art. I du règlement provisoire). Pourtant d'après le pacte du 31 décembre 1926, le

tribunal provisoire est compétent pour connaître : 1° tous les procès criminels nés en dehors de la concession mais dans les limites de Chang-Haï et de Pao-Shan (sous-préfecture ou bien voisine de Chang-Haï), lorsque ces procès intéressent les propriétés étrangères ou les routes construites par le conseil municipal international.

2° Des procès criminels, sino-étrangers nés sur les bateaux étrangers dans la rivière de Wang-Pou.

3°. De tous les litiges civils sino-étrangers qui s'élèvent en dehors de la concession de Chang-Haï et Pao-Shan, nous voyons ainsi que la compétence du tribunal provisoire s'étend en dehors de la concession internationale.

Le Président et les juges du tribunal provisoire sont nommés par le gouvernement provincial du Kiangsou, le greffier en chef est présenté par le doyen du corps consulaire et nommé par le gouvernement provincial à la demande du dit tribunal (art. 6 du règlement provisoire), les officiers de police judiciaire sont choisis et indiqués par la police municipale de la concession internationale et sont responsables envers le tribunal en ce qui concerne l'exécution de leurs fonctions.

L'assistance du conseil étranger aux audiences.

D'après l'alinéa 3 de l'article I du règlement provisoire le doyen du corps consulaire peut envoyer un délégué assister à l'audience aux côtés du juge du tribunal dans tous les procès criminels lorsque l'affaire intéresse directement la paix ou l'ordre dans la concession internationale, lorsqu'il s'agit de contraventions les « land regulations » et les « by laws » de ladite concession et enfin dans toutes affaires pénales où l'accusé est un Chinois employé par un étranger bénéficiant du droit d'extraterritorialité.

L'appel. — En ce qui concerne l'appel on doit envisager séparément les affaires pénales et les affaires civiles :

a) Affaires pénales. — Il a été créé au-dessus du tribunal provisoire, un tribunal d'appel dont la présidence est confiée également au Président du tribunal provisoire qui s'occupe spécialement de tout appel criminel relatif à l'ordre et à la sécurité, dans la concession inter-

nationale et de tout appel criminel sino-étranger. Pourtant il n'y a pas d'appel possible dans les cas où la pénalité infligée est une peine d'emprisonnement à temps inférieure au cinquième degré et dans les cas où la peine sanctionne une violation du règlement de Yang-King-Pang.

b) *Affaires civiles.* — Dans les affaires civiles jugées suivant le principe de la juridiction conjointe, l'appel est porté devant le commissaire des affaires étrangères agissant de concert avec le consul intéressé, conformément aux traités, mais ces affaires peuvent être renvoyées, dans certaines conditions devant la cour provisoire pour nouveau jugement.

Lois applicables au Tribunal provisoire.

Toutes les lois y compris les lois de procédure et toutes autres ordonnances appliquées aux tribunaux ordinaires ainsi que toutes celles qui pourront être régulièrement mises en application et publiées dans l'avenir sont applicables au tribunal provisoire sous réserve cependant d'observer les dispositions du règlement provisoire et toutes les règles usuelles de procédure de l'ancienne cour mixte.

Relations entre le tribunal provisoire et le corps consulaire de Chang-Haï. — Autre que le doyen du corps consulaire peut envoyer un délégué pour assister à l'audience, les consuls intéressés doivent signer les actes contenant assignation et les décisions du tribunal exécutoire dans un lieu occupé par leurs nationaux respectifs et soumis au régime de l'exterritorialité. Le point le plus important est que la nomination et la destitution du greffier en chef appartiennent au doyen des Consuls parce que c'est ce dernier qui le présente à l'autorité chinoise et son assentiment est nécessaire pour la destitution (articles 1 et 4 du règlement provisoire).

Relations entre le tribunal provisoire et le gouvernement provincial du Kiangsou.

Le tribunal est l'œuvre du gouvernement provincial, par conséquent, tous les membres du tribunal sont directe-

ment ou indirectement nommé par lui. De plus, suivant l'article 2 du règlement provisoire pour tout crime puni par le tribunal d'une peine d'emprisonnement de dix ans et plus ou d'une peine de mort, le dit tribunal doit demander l'approbation du gouvernement provincial avant de faire exécuter la peine. Si cette approbation est refusée, le gouvernement provincial peut ordonner au tribunal de juger à nouveau et de lui soumettre encore le jugement pour approbation (article 2 du règlement provisoire).

Critiques de la rétrocession de la cour mixte internationale de Changhaï et du Tribunal provisoire.

La cour mixte fut établie en 1868 selon le règlement de Yang-King-Pang et nous n'avons qu'à nous référer à ce règlement et le comparer avec le règlement provisoire relatif à la rétrocession pour constater que rien n'est favorable à la Chine ; les faits remarquables sont les suivants :

1° L'article I du règlement de Yang-King-Pang nomme un t'ongtchi à Yang-King-Pang pour s'occuper des litiges relatifs aux dettes, luttas, vols ou brigandages survenus dans les diverses concessions..... » L'article 8 dit encore : « Tous les informateurs, interprètes, greffiers et autres membres de la juridiction sont nommés librement par la cour ; un ou deux étrangers peuvent aussi être nommés pour contrôler ou administrer certaines matières. Quant aux étrangers qui ne sont pas soumis à l'autorité de leur consul (c'est-à-dire les étrangers ne bénéficiant pas du droit d'exterritorialité, ils seront assignés, arrêtés et surveillés par les dits fonctionnaires étrangers... » Il résulte de ces deux articles que tout pouvoir de nomination et d'administration est entre les mains de l'autorité chinoise ; mais que contient l'article 6 du règlement provisoire ? Il dispose toute nomination, démission ou destitution, l'organisation du tribunal et toutes les décisions du comité composé des délégués des deux parties doivent être soumises au contrôle du greffier en chef présenté par le doyen des consuls... et si elle est nécessaire, la destitution du dit chef greffier doit être consentie par le doyen des consuls. Nous consta-

tons donc une différence importante entre le règlement de Yang-King-Pang et le règlement provisoire.

2° L'article I (in fine) du règlement de Yang-King-Pang dit : « Dans le tribunal de t'ong tchi, les fautes les moins graves sont punies de la congue, du bâton et de la maison d'arrêt ; le tribunal peut assigner, interroger et juger suivant les procédés ordinaires tous les litiges entre Chinois défendeurs et les étrangers quelle que soit la cause du litige... » L'article 5 dit encore : «... Un agent peut être envoyé pour saisir les délinquants chinois réfugiés dans les concessions sans avoir besoin des policiers étrangers. » Ces dispositions confient donc en bloc les droits d'assignations et d'arrestation au t'ong tchi. Mais d'après l'article 3 du règlement provisoire, toutes les prisons affectées au tribunal provisoire sauf la maison d'arrêt civile et la prison des femmes, sont contrôlées par le conseil municipal, et d'après l'article 4 : « Toutes assignations, tous mandats d'arrêt du tribunal provisoire doivent être exécutés par les officiers de police judiciaire qui sont délégués par le conseil municipal. » En comparant ces dispositions avec le règlement de Yang-King-Pang, n'y voit-on pas une perte sensible des pouvoirs ? Sur ces trois points — relatifs au greffier en chef, aux officiers de police judiciaire et aux prisons — quels avantages a présenté de la rétrocession.

3° D'après l'article 2 du règlement de Yang-King-Pang, le consul ou son représentant ne peut assister qu'aux audiences des procès qui intéressent ses compatriotes. Il ne peut y assister lorsque le procès est pendant entre Chinois. L'article 3 du même règlement autorise pourtant cette immixtion lorsque les domestiques ou employés chinois des étrangers y sont portés au procès, alinéa 3 de l'article 1 du règlement provisoire dit pourtant que le délégué étranger peut assister à tous les procès criminels touchant directement à l'ordre et à la sécurité dans la concession. Bien plus, l'alinéa 6 du même article précise que : « lorsque le délégué étranger aura assisté à un procès en première instance, il pourra encore assister à l'audience en appel, de même qu'à tous les procès cri-

minels sino-étrangers en appel ». Ainsi nous voyons que le droit d'assister à l'audience existe non seulement pour les procès civils chinois intéressant des étrangers mais aussi pour tous les procès exclusivement chinois et ceux qui s'élèvent entre étrangers ne bénéficiant du droit d'exterritorialité ou entre étranger sans nationalité. C'est là une différence considérable entre ce règlement et le règlement de Yang-King-Pang !

4°) D'après l'article 4 du règlement de Yang-King-Pang, les affaires susceptibles de faire encourir la peine de mort sont examinées par le sous-préfet de Chang-Haï mais, d'après l'article 2 du règlement provisoire, l'enquête dans la concession internationale est faite par le tribunal provisoire avec le concours du délégué étranger ; c'est là encore une réduction considérable des pouvoirs.

Au point de vue intérieur, il y a également de graves lacunes, ainsi les jugements qui infligent une peine d'emprisonnement inférieure au cinquième degré ou une peine pour violation du règlement de Yang-King-Pong ne sont pas susceptibles d'appel (article 1 du règlement provisoire). Est-ce juste ? n'est-ce pas là une entorse à l'équité ?

L'examen du règlement relatif à l'organisation des tribunaux nous montre que les juges et les présidents des tribunaux sont nommés par le Président de la République sur présentation du Ministre de la justice et sous le contrôle de ce dernier ; actuellement tous les membres du tribunal provisoire sont nommés par le gouvernement provincial du Kiangsou et il semble que ce soit là une atteinte grave au pouvoir central et à l'unité du pouvoir judiciaire. Bien plus, le code pénal dit formellement que la peine de mort ne peut être exécutée qu'avec l'approbation du ministre de la justice, mais la même peine infligée par le tribunal provisoire est exécutée sur simple approbation de l'autorité provinciale ; tout cela constitue des causes de trouble dans le système judiciaire.

Le règlement était prévu pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1927. Mais ce règlement a subi dès 1928, d'assez graves modifications unilatérales de la part du gouvernement chinois, modifications qui ont provoqué

des protestations plus ou moins platoniques de la part des puissances intéressées. La plus importante de ces modifications a été l'absence de création de la cour d'appel prévue par l'accord et la décision au terme de laquelle les appels seraient portés devant la cour provinciale de Soutchéou et la cour suprême de Nankin. Le 8 mai 1929 le gouvernement chinois a même proposé l'abolition, à partir du 1^{er} janvier 1930, de la cour provisoire et son remplacement par une juridiction locale rentrant dans la hiérarchie générale des tribunaux chinois.

Le 17 février 1930, après de longues discussions, un accord est intervenu entre le gouvernement chinois et les puissances intéressées au sujet de la cour mixte de la concession internationale de Chang-Haï. Quant à la cour mixte française, en l'an 20 (1931) au mois de juillet, un arrangement, portant création d'une cour de justice chinoise dans la concession française a été conclue entre le Gouvernement chinois et la France. Il y a une différence importante entre ces deux arrangements et le règlement provisoire, tant dans leur esprit que dans le fonctionnement des organismes qu'ils prévoient. Nous allons en parler dans le chapitre IV en traitant des tentatives faites par le Gouvernement National de Nankin pour abolir l'exterritorialité.

CHAPITRE III

Exposé sommaire du mouvement en faveur de l'abolition de l'exterritorialité

C'est un principe du droit des gens que le droit pour un Etat de rendre la justice sur son territoire et c'est l'un des attributs essentiels de la souveraineté. Mais, si ce principe est universellement reconnu depuis de longues années déjà dans les pays chrétiens en Europe et hors d'Europe, il ne l'a pas encore été dans les pays musulmans et certains pays d'Extrême-Orient. Ces pays voient dans le privilège de l'exterritorialité une atteinte à leurs droits souverains.

On a vu à la fin du dernier siècle, le Japon, la Turquie, l'Egypte, le Siam lutter pour recouvrer l'intégralité de leurs droits. Le Japon y a réussi de manière complète, les autres pays ont vu leur situation s'améliorer. La Chine, à son tour, veut obtenir les droits que les puissances étrangères n'ont pas refusé d'accorder au Japon devenu fort. Elle ne veut plus admettre que des juges étrangers viennent rendre la justice et s'immiscent sur son territoire.

Il va sans dire que l'exterritorialité en Chine est un legs de l'ancien régime qui, non seulement n'est pas adapté aux conditions des temps présents, mais est devenu si préjudiciable à l'amélioration du système judiciaire et administratif de la Chine que les progrès de cette dernière au sein de la communauté internationale ont été ainsi retardés sans nécessité.

S. E. Liou Che Chun, Ministre de Chine à Paris, déclarait, en octobre 1905 (1), que le privilège de l'exterritorialité, inacceptable plus longtemps pour la Chine, avait assez duré et que l'apparition des nouveaux codes, l'organisation de la police et d'une justice meilleure allaient contribuer à sa disparition. Ce désir de voir la Chine recouvrer ses droits souverains n'est pas spécial à un groupe, à un parti, il est commun à tous et se résume dans la formule « la Chine aux Chinois ». La Chine aux Chinois, c'est le retrait des privilèges de juridiction et des droits regaliens concédés aux étrangers.

Les efforts récents de la Chine, pour obtenir l'abolition du régime actuel, se sont déjà concrétisés en des textes diplomatiques.

La Grande-Bretagne (1902), le Japon (1903) et les Etats-Unis (1903), en un texte identique, avaient envisagé l'abolition de leurs privilèges (1) :

« La Chine ayant exprimé un profond désir de reformer son système judiciaire et de le mettre d'accord avec celui des nations occidentales, la Grande-Bretagne (le Japon... les Etats-Unis...) convient de lui donner toute assistance pour cette réforme. Elle sera prête également à abandonner ses droits extraterritoriaux quand elle se sera assurée (will be satisfied) que l'état des lois chinoises, les dispositions pour leur application (the arrangement pour their administration) et autres considérations lui donneront garantie pour agir (warrant her in so doing). »

(1) « Echo de Paris », 10 octobre 1905, cité par M. Baudez dans son ouvrage intitulé : « La condition juridique des étrangers en Chine, 1913. »

(1) Des clauses de renonciation conditionnelle, sous des formes diverses, figurent dans un certain nombre de traités conclus avec la Suisse (1918), le Mexique (26 septembre 1921), etc.

SECTION I

Le problème de l'exterritorialité à la Conférence de la Paix en 1919

La Chine avait voulu, dès le début des hostilités, se placer aux côtés des Alliés dans un but de justice et aussi pour travailler à son émancipation. La grande guerre de 1914-1919 a fourni à la Chine une occasion excellente de montrer au monde ses sentiments à l'égard du droit international. Pendant la durée de cette guerre, elle s'est trouvée successivement dans trois situations différentes. Elle s'est d'abord déclarée neutre et est restée telle du 2 août 1914 au 14 mars 1917. Elle fut ensuite, à l'égard de l'Allemagne, en état de rupture des relations diplomatiques du 14 mars 1917 au 14 août 1917. Enfin, le 14 août 1917, soucieuse de défendre la liberté et la justice, elle entra dans la guerre, aux côtés de l'Entente, contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Dans chacune de ces situations, elle s'efforça toujours de respecter les règles du droit international, et elle y parvint généralement.

Dès que les conventions d'armistice furent signées, la Chine, suivant l'exemple des autres puissances, envoya des délégués à Paris dans le but de se libérer de l'oppression étrangère. MM. Lou Tseng Tsiang, Wellington Ko et d'autres diplomates furent désignés en conséquence le 21 janvier 1919, en qualité de plénipotentiaires de la République chinoise.

La délégation chinoise, invoquant les quatorze points du Président Wilson, qui ont pour objet la sauvegarde des principes de justice, d'égalité et de respect de la souveraineté des nations, principes qui sont acceptés par les puissances alliées, avait soumis aux Etats représentés à la Conférence certaines questions importantes à résoudre : renonciation aux sphères d'influence ou d'intérêt, retrait des troupes et des forces de police étrangère ; suppression des postes, des stations radiotélégraphiques

et télégraphiques étrangères ; abandon des territoires cédés à bail ; restitution des concessions municipales étrangères ; autonomie en matière de tarifs douaniers.

Quant à l'abolition de l'exterritorialité, la Délégation demandait que, en attendant cette abolition, les puissances conviennent :

1° Que toutes les affaires mixtes, civiles ou criminelles, où le défendeur ou accusé est Chinois, seraient examinées et jugées par les tribunaux chinois, sans qu'aucun fonctionnaire ou représentant consulaire soit présent, ou intervienne à la procédure ni au jugement ;

2° Que les mandats et jugements régulièrement émis ou prononcés par les tribunaux chinois seraient exécutoires dans les concessions et à l'intérieur des constructions appartenant à des étrangers sans examen préalable par un fonctionnaire étranger de l'ordre consulaire ou judiciaire. La juridiction consulaire ne devait donc plus être exercée dès que les conditions suivantes seraient remplies : 1° promulgation définitive des codes pénal civil et de commerce et des codes de procédure civile et criminelle ; 2° établissement de Cours modernes dans tous les districts qui formaient autrefois les chefs-lieux des anciennes préfectures, c'est-à-dire, en fait, dans toutes les localités où résident des étrangers.

Le Conseil suprême se déclara incompétent, mais promit de transmettre ces demandes à la Société des Nations lorsqu'elle serait constituée.

Au sortir de la grande guerre, qui bouleversa le monde, on osait espérer que le droit saurait dominer la force et que les hommes pourraient enfin vivre en paix dans le travail et l'équité. A l'issue de la Conférence de la Paix, tous les Etats, grands ou petits, forts ou faibles, se laissèrent bercer par ces espoirs. La Chine, autant et peut-être plus que les autres, parce que plus péniblement atteinte, entrevit, dans un proche avenir, l'avènement du droit. Mais ce ne fut, hélas! que de pures illusions.

SECTION II

La reprise de la juridiction sur les Allemands, les Russes et les nationaux des autres pays.

Quatre nations ont renoncé par traité à leurs privilèges. Ce sont : la Russie, l'Allemagne, la Bolivie et la Perse. Il est ici nécessaire d'examiner, nation par nation, les clauses prévues. Cependant, dans des termes divers, les instruments signés ont tous pour effet de soumettre, sans condition, les nationaux et leurs biens à la juridiction chinoise pour tous leurs différends. Une seule nation, l'Allemagne, a prévu que ses nationaux seraient soumis aux lois et tribunaux modernes.

I. La RUSSIE. — En ce qui concerne les Russes, les privilèges d'exterritorialité leur ont été retirés par un mandat présidentiel du 23 septembre 1920, conséquence de la Révolution et de l'arrivée au pouvoir du Gouvernement des Soviets. Les consuls et la juridiction consulaire cessaient d'être reconnus. Le 1^{er} octobre, les autorités chinoises ordonnaient la fermeture du tribunal russe de Karbin, ainsi que les bureaux de justice de paix et d'enquête préliminaire installés dans la zone du chemin de fer de l'Est chinois (1).

A la suite de ces mesures, une série de mandats présidentiels organisèrent un régime judiciaire spécial. Le 23 septembre 1920, un mandat présidentiel déclarait que les traités avec la Russie cessaient d'avoir effet ; que les Russes, désormais, ne jouissaient plus d'aucune immu-

(1) Le chemin de fer de l'Est chinois traverse toute la Mandchourie du Nord, de Manchutia (frontière de Sibérie) à Pograditchnaïa (Sui-Fen-Hoï avec prolongement sur la ligne de l'Ussurie, qu'il atteint à Ketrisevo (Province maritime russe). Sa construction résulte d'un accord intervenu, en 1896, entre la Russie et la Chine ; le capital nécessaire fut réuni par la Banque Russo-Chinoise, depuis Banque Russo-Asiatique. C'est dans la zone du chemin de fer, et principalement à Karbin, que réside la grande majorité des Russes vivant en Chine.

nité et que les biens publics de la Russie seraient administrés par la Chine. Le Corps diplomatique de Pékin, dans sa séance du 9 octobre 1920, rédigea une protestation énergique, déclarant que ces mesures « ne sauraient constituer une dérogation permanente au régime des droits russes reconnus par traité et doivent être considérés comme des mesures prises à titre provisoire et sous réserve d'un règlement à intervenir avec le prochain gouvernement russe. »

Le Wai-Tsiao-Pou répondait, le 22 octobre 1920 :

« Quand un gouvernement russe, reconnu par la Chine, sera constitué, toutes ces questions seront arrangées par des négociations. . les concessions russes seront, pour le moment, administrées par le Gouvernement chinois.

L'autorité judiciaire des consuls russes, pour le moment, sera exercée par les tribunaux chinois ; ceux-ci, en réglant les affaires des Russes accusés par les nationaux d'autres pays, seront guidés par la loi russe en ce qui ne sera pas contraire à la loi chinoise.... »

Le 31 mai 1924, la République chinoise signa, avec l'U. R. S. S., un accord de principes généraux en quinze articles. Les deux pays étaient représentés par MM. Wellington Koo et Karakhan.

Les clauses essentielles étaient les suivantes :

1° Les relations diplomatiques sont reprises entre la Chine et la Russie (Article premier) ;

2° On considère comme non avenus et nuls tous les traités conclus auparavant entre les deux pays ou avec d'autres puissances lorsque ces traités affectent les droits souverains de la Chine et de la Russie ;

3° La Russie renonce, en Chine, à tous ses privilèges, à l'indemnité des Boxers : « elle renonce également au droit d'exterritorialité et de juridiction consulaire en Chine. » (Articles 10, 11, 12) ;

4° Les nouveaux traités entre les deux pays devront, dorénavant, être conclus dans un esprit d'équité et d'égalité réciproque (article 13).

C'était le début d'une ère nouvelle pour la politique extérieure de notre pays. Il suffit de retenir, qu'en fait,

la grande majorité des Russes en Chine — actuellement la population étrangère la plus nombreuse, si l'on excepte les Japonais — est soumise aux tribunaux indigènes.

II. L'ALLEMAGNE. — Par mandat présidentiel, du 14 août 1917, la Chine, proclamant la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, avait abrogé, de sa propre autorité, tous les traités, ententes et conventions, aussi bien que telles parties des protocoles internationaux et ententes internationales concernant les relations sino-allemandes.

Le Gouvernement chinois, par proclamation du 15 septembre 1919, mit fin à l'état de guerre (la Chine n'a pas signé le traité de Versailles).

Le 20 mai 1927, conformément aux principes de la souveraineté territoriale, de la parfaite égalité et de la réciprocité absolue, un traité, comprenant sept articles, fut signé, à Pékin, entre le Docteur Yen, ministre chinois des Affaires étrangères, et M. Von Borch, consul général allemand. Ce traité rétablissait les relations sino-allemandes.

L'article 3 stipule que les ressortissants d'une des deux Républiques résidant sur le territoire de l'autre « sont placés, tant en ce qui concerne leurs personnes que leurs biens, sous la juridiction des tribunaux locaux ; ils doivent se conformer aux lois du pays où ils résident.

Une lettre de M. Yen, ministre chinois des Affaires étrangères, du 20 juin 1927, annexée au traité, donne, à ce sujet, les explications suivantes en réponse aux questions du plénipotentiaire allemand :

1° Sécurité à donner, dans l'avenir, aux propriétés des résidents chinois ou allemands. Le Gouvernement chinois promet de donner pleine protection aux paisibles entreprises des Allemands en Chine et consent à ne pas séquestrer davantage leurs propriétés, sauf dans les cas généralement reconnus par la loi internationale, et par les lois de la Chine, pourvu que le Gouvernement allemand traite de la même manière les résidents chinois en Allemagne ;

2° Garantie judiciaire. — Les procès des Allemands en Chine seront jugés dans ses Cours modernes, d'après les codes modernes, avec le droit d'appel et selon la procédure légale régulière. Pendant la durée du procès, les plaideurs peuvent se faire assister d'hommes de loi et d'interprètes dûment accrédités auprès de la Cour ;

3° En ce qui concerne les procès devant la Cour mixte, où des Allemands sont mêlés, le Gouvernement chinois s'efforcera, dans l'avenir, de trouver une solution susceptible de donner équitablement satisfaction à toutes les parties intéressées.

III. La BOLIVIE (1). — Par son traité du 1^{er} décembre 1919, la Bolivie a consenti (dans un échange de notes annexées) à ce que la clause de la nation la plus favorisée (article 2) n'impliquât pas qu'elle eût droit aux privilèges d'exterritorialité en Chine.

IV. La PERSE. — Son traité du 1^{er} juin 1920 (art. 4) stipule : « Les sujets des citoyens des deux hautes parties contractantes résidant ou voyageant dans le pays de l'autre seront soumis à la juridiction de la Chine ou de la Perse, s'ils y résident ou y voyagent, pour leurs procès, litiges, contestations ou les crimes et délits qu'ils y commettraient. »

Les pays dont les traités ne mentionnent pas l'exterritorialité sont :

V. Le CHILI. — Le traité de 1918 ne stipule ni la clause de la nation la plus favorisée ni les immunités et privilèges de juridiction. La Chine peut donc se refuser à étendre au Chili les droits des nations les plus favorisées ; et, en fait, elle s'y refuse.

(1) La Chine avait soin de mentionner que la clause de la nation la plus favorisée, qui eût rendu l'exterritorialité automatiquement applicable, ne serait pas appliquée en ce qui concernerait la juridiction. Ces traités ont été passés notamment avec la Bolivie (3 décembre 1919), la Pologne (19 mai 1928), la Grèce (26 mai 1928), la Tchécoslovaquie (21 janvier 1931), etc.

VI. L'AUTRICHE. — La Chine ayant signé le traité de Saint-Germain, le 10 septembre 1919, a repris les relations diplomatiques avec l'Autriche. Mais le texte de Saint-Germain, bien que constituant un traité sino-autrichien, ne replace pas l'Autriche dans ses droits conventionnels d'avant-guerre et ne contient pas de stipulation d'exterritorialité. La Chine se refuse donc à lui reconnaître toute immunité.

SECTION III

La question de l'abolition de l'Extritorialité à la Conférence de Washington

I. — *La revendication chinoise et ses résultats.* — Sans se lasser de faire entendre ses justes réclamations, la Chine les reprit, en 1921, lors de la Conférence de Washington, et ses doléances eurent quelques résultats partiels et très insuffisants. Quant à la question de l'exterritorialité, le peuple chinois, humilié par ledit régime, réclamait son abolition.

En présence de la revendication chinoise et des promesses de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Japon, une question se posa : Les lois chinoises et les mesures prises pour les appliquer avaient-elles atteint un degré de perfectionnement suffisant pour donner satisfaction aux puissances étrangères ayant traité avec la Chine ? Pour justifier l'abandon du droit d'exterritorialité ?

Nous laissons la parole au Docteur Wang-Chung-Hué, délégué chinois, qui devait donner la réponse à la Conférence de Washington. Il démontra également les inconvénients pratiques et les conséquences fâcheuses de la juridiction consulaire.

Le 5 novembre 1921, dans une séance de la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, M. Wang, président de la Cour suprême de Chine, exposa les vues de son gouvernement sur la question de l'exterritorialité.

Il est entendu, dit-il, que la juridiction consulaire est incompatible avec la souveraineté territoriale. N'étant

pas et n'ayant jamais été basée sur aucun principe de droit international, elle n'a été créée que par des traités. Parmi les clauses des traités qui ont donné naissance à la juridiction consulaire, on peut citer l'article 13 de l'accord sino-britannique de 1843, qui fut abrogé et repris dans le traité sino-britannique de Tien-Tsin, dans les articles 15, 16, 17, les articles 25, 26, 27 et 28 du traité sino-français de la même année.

Les raisons invoquées, pour justifier l'introduction de la juridiction consulaire en Chine, furent la différence fondamentale qui existait alors entre les lois chinoises et étrangères et l'imperfection de l'Administration judiciaire chinoise. Ces droits extraterritoriaux furent octroyés à une époque où il n'y avait que cinq ports ouverts au commerce étranger. Or, aujourd'hui, il y en a cinquante et un. Le nombre en Chine des étrangers, sur lesquels le Gouvernement chinois n'exerce aucun contrôle, s'est accru.

Cette situation anormale compromet gravement l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ; et il en découle de multiples inconvénients :

1° Le droit d'extraterritorialité pour les étrangers étant une atteinte à la souveraineté interne de la République chinoise est considéré par le peuple chinois comme une humiliation nationale ;

2° De graves inconvénients découlent de la diversité des tribunaux et la question de leurs relations mutuelles a créé souvent des situations juridiques inextricables ;

3° La diversité des législations est également pleine d'inconvénients. Par application de la règle que la juridiction compétente est celle de la nationalité de l'accusé ou du défendeur, les réclamations contre les Anglais doivent être déposées devant les tribunaux anglais, celles contre les Français devant les tribunaux français, et ainsi de suite. Toute affaire civile ou criminelle, jugée par un tribunal consulaire, peut être l'objet, de la part d'un autre tribunal, d'une appréciation différente. C'est pour cette raison que des affaires identiques ont souvent donné lieu, par suite de la variété des juridictions, à des

décisions différentes. Cette inégalité de traitement froisse les sentiments de justice et d'équité ;

4° Avec le système actuel, la justice consulaire ne possède aucune action sur des témoins ou des plaignants. Lorsque les déclarations d'un témoin appartenant à une nationalité différente de celle de l'accusé sont nécessaires, l'instruction dépend entièrement de la bonne volonté de ce témoin, et si, après qu'il a comparu volontairement, il lui arrive de refuser de répondre aux questions qui lui sont posées, ou d'être convaincu de parjure, il ne peut être condamné à une amende ni traduit en justice. Si l'accusé ou le défendeur n'ont aucune défense à opposer au plaignant ou au demandeur, mais veulent former une demande reconventionnelle, le tribunal ne peut la recevoir, quelle que soit l'évidence de sa légitimité ;

5° Lorsque le défenseur est Etranger, que l'action intentée soit civile ou criminelle, pour obtenir un jugement, force est de se rendre au Tribunal consulaire le plus proche qui est parfois bien éloigné. De la sorte, il est souvent impossible d'assurer la présence des témoins nécessaires et de poursuivre normalement les enquêtes.

6° La juridiction consulaire soulève un conflit entre les fonctions judiciaires et consulaires, qui semblent incompatibles, car le premier devoir d'un consul est de s'occuper des intérêts de ses nationaux ; il est peu logique d'ajouter à ce devoir celui d'administrer la justice. Lorsqu'une plainte lui est apportée contre un de ses nationaux, il doit se produire forcément un conflit entre le devoir de protection vis-à-vis d'un compatriote et l'administration d'une justice impartiale. Une telle pratique est évidemment contraire au principe moderne de la répartition des fonctions administratives et judiciaires.

7° Un autre désavantage pour la Chine, c'est que les Etrangers, sous le couvert de l'exterritorialité, prétendent être exemptés des taxes locales et accises que les Chinois eux-mêmes sont obligés de payer.

Avant que l'exterritorialité soit abolie ou modifiée, il serait imprudent pour la Chine d'ouvrir son territoire en entier au commerce étranger.

Les puissances amies qui nous ont donné leur promesse formelle et explicite, seront bien amenées à se poser la question primordiale suivante:

« Est-ce que la situation des lois chinoises, les mesures prises pour leur bon fonctionnement sont de nature à satisfaire les puissances ayant des traités avec la Chine et permettent à cette dernière d'abandonner leur droits d'exterritorialité? »

Quoique la Chine ne prétende pas que ses lois et leur bon fonctionnement soient actuellement arrivés au degré de perfectionnement atteint par les nations les plus avancées, elle est absolument certaine de ne pas se tromper en affirmant qu'elle a fait des progrès très considérables dans l'administration de la justice et dans tout ce qui s'y rapporte, depuis la signature des traités de commerce mentionnés ci-dessus (traité sino-britannique de 1902, traité de commerce sino-américain de 1903 et traité de commerce sino-japonais de la même année).

L'énumération de quelques exemples justificatifs s'impose ici:

1° Une constitution nationale consacrant la réparation des pouvoirs a été adoptée par la Chine. Elle assure au peuple l'inviolation des droits fondamentaux de la personne et de la propriété et garantit l'indépendance complète et la protection suffisante des officiers de police judiciaire, ainsi que la non intervention dans les affaires judiciaires des pouvoirs législatifs ou exécutifs;

2° Depuis 1904, une commission de révision et de condiction des lois qui fonctionne a préparé cinq codes: le code civil, le code criminel, le code de procédure civile, le code de procédure criminelle et le code commercial. Ces différents codes ont été élaborés avec l'aide d'experts étrangers très compétents et adaptés au monde chinois.

« Un règlement d'application de la législation étrangère » de 1918, traite des questions qui se rapportent au droit international privé;

3° Trois sortes de Cours nouvelles ont été établies en 1910, ce sont: les Tribunaux de district, les Cours d'appel et Hautes Cours, et le Talyouan ou Cour suprême à Pékin.

A côté de ces Tribunaux divers, a été institué également le système du Ministère public, avec trois catégories correspondantes ;

4° On a amélioré la procédure par la séparation complète entre les affaires civiles et les affaires criminelles, et par la publicité des audiences et des jugements ; dans les affaires criminelles, le dispositif du jugement repose sur les constatations de fait et sur les témoignages. L'usage de châtiments corporels pour provoquer les aveux a été aboli depuis longtemps ;

3° Les magistrats ont tous reçu une éducation juridique et un très grand nombre d'entre eux ont étudié dans les Universités étrangères. Les organisations policières ont été réformées et améliorées.

Il est évident que la Chine d'aujourd'hui n'est plus la Chine d'il y a quatre vingts ans ; les raisons qui ont motivé l'introduction de la juridiction consulaire n'existent plus et le jour n'est pas loin où les conditions prévues par les traités de 1902 et de 1903 seront remplies.

En Chine, le système de l'exterritorialité doit disparaître, non point complètement et immédiatement, mais progressivement. La Chine demande aux puissances la renonciation à leurs droits d'exterritorialité en Chine au bout d'un temps déterminé. Dans l'intervalle, des représentants des puissances auront désigné pour négocier avec la Chine l'adoption d'un projet d'accord touchant à la modification progressive et à la suppression définitive du système de l'exterritorialité.

II. — Les discussions diplomatiques et leurs résultats.

Lorsque M. Wang eut fini son exposé, les divers plénipotentiaires se contentèrent de procéder à un échange de vues.

Le principe de l'exterritorialité en Chine fut unanimement admis, mais sa mise en application devait être subordonnée à une enquête sur les conditions présentes de la Chine. C'était là une satisfaction purement morale donnée aux représentants de la République Chinoise, satisfaction qui, somme toute, n'engageait pas à grand chose.

Le Président de la Commission, le sénateur Underwood (Etats-Unis) proposa et fit adopter qu'une sous-commission spéciale serait chargée d'établir un projet d'enquête portant création d'une commission d'enquête en Chine.

Deux séances furent tenues dans la journée du 28 novembre. La sous-commission fixa les dispositions à prendre aux fins de la création d'une commission de juristes chargés d'enquêter sur les pratiques actuelles de la juridiction extraterritoriale, sur la législation, l'organisation et l'administration judiciaire en Chine, en vue de signaler aux Gouvernements des diverses puissances les constatations faites par eux en ces matières. Il était entendu que les puissances, telles que: l'Espagne, la Norvège, la Suède, ayant des droits d'extraterritorialité en Chine et non représentée à la conférence, pourraient accéder à cette commission qui devait se réunir dans les trois mois de l'ajournement de la conférence.

Les résolutions rédigées à cet effet par cette Sous-Commission furent adoptées dans la suite par la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient.

En voici les termes:

1° *Première résolution* (adoptée le 29 novembre 1921 et confirmée en séance publique le 10 décembre 1921):

« Les représentants à la Conférence de Washington des Etats-Unis d'Amérique, de la Belgique, de l'Empire Britannique, de la France, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas et du Portugal,

« Considérant que, par les traités respectivement conclus avec la Chine, le 8 septembre 1902, par la Grande-Bretagne, et le 8 octobre 1903, par les Etats-Unis d'Amérique et par le Japon, ces trois puissances se sont engagées à donner au Gouvernement Chinois toute assistance pour lui permettre de réaliser son intention de procéder à la réforme de son organisation judiciaire et de la mettre en harmonie avec celle des nations occidentales,

« Considérant que, les dites puissances se sont également déclarées prêtes à renoncer à leurs droits d'extraterritorialité aussitôt qu'elles seront convaincues que l'Etat de

la législation chinoise, ainsi que les mesures d'applications administratives et autres considérations leur permettront d'y procéder.

« Disposés, dans un sentiment de sympathie à favoriser à cet égard les aspirations exprimées le 16 novembre 1921 par les représentants de la Chine, à savoir que « immédiatement ou dès que les circonstances le permettront les restrictions actuellement apportées à la liberté d'action de la Chine, en matière politique, judiciaire et administrative, soient supprimées ».

« Considérant que les représentants des Puissances réunis à Washington ne sont pas en mesure de procéder à cette enquête, ont convenu ce qui suit:

« Une Commission composée d'un représentant de chacune des puissances contractantes sera constituée à l'effet de procéder à une enquête sur les conditions dans lesquelles la juridiction extraterritoriale en Chine est actuellement pratiquée, ainsi que sur la législation, l'organisation et l'administration judiciaire en Chine. Cette Commission remettra aux Gouvernements des dites puissances un rapport sur ses constatations de fait, ainsi que sur les mesures recommandées par elle comme susceptibles d'améliorer l'administration actuelle de la justice en Chine et propres à aider et favoriser les efforts du Gouvernement Chinois en vue d'introduire les dispositions législatives et les réformes judiciaires qui justifieraient l'abandon par les diverses puissances, soit progressivement, soit de toute autre manière, de leurs droits respectifs d'extraterritorialité.

« La dite Commission sera constituée dans un délai de trois mois, à dater de la mise en vigueur de la présente convention et suivant les dispositions de détail, qui seront ultérieurement arrêtées d'accord entre les Gouvernements des Puissances contractantes. Elle devra déposer son rapport et ses recommandations dans les douze mois qui suivront sa première réunion.

« Chacune des puissances contractantes sera libre d'accepter ou de rejeter tout ou partie des conclusions de la Commission ci-dessus prévue. Toutefois, aucune des

dites puissances ne pourra subordonner, soit directement, soit indirectement, son acceptation de tout ou partie des dites conclusions à l'octroi par la Chine de concessions spéciales, traitement de faveur, privilèges ou immunités quelconques, soit politiques, soit économiques ».

2° *Deuxième résolution*

(adoptée aux mêmes dates que la première):

« Les Puissances non signataires ayant, par traité, des droits d'exterritorialité en Chine, pourront accéder à la résolution sur l'exterritorialité et l'administration de la justice en Chine, en faisant, à cet effet, dans un délai de trois mois après la clôture de la Conférence, une notification écrite d'accession adressée au Gouvernement des Etats-Unis qui la communiquera à chacune des Puissances signataires.

3° *Déclaration de la Chine*

faite à la séance du 10 Décembre 1924):

« La Chine, ayant pris note des résolutions qui ont trait à l'exterritorialité et à l'administration de la justice en Chine, exprime sa satisfaction des dispositions sympathique des puissances intéressées envers les aspirations du Gouvernement Chinois désireux d'obtenir l'abolition des droits d'exterritorialité en Chine. Il déclare son intention de nommer un représentant qui aura le droit de siéger en qualité de membre de la Commission, étant entendu que la Chine sera libre d'accepter ou de rejeter toute ou partie des recommandations de la dite Commission. En outre, la Chine est prête à coopérer aux travaux de cette Commission et à faciliter le succès de sa tâche par tous les moyens en son pouvoir ».

Si nous examinons de près la résolution, nous voyons qu'elle ne donna à la Chine qu'une satisfaction purement morale. Car le dernier paragraphe de la dite résolution dit que chacune des puissances contractantes sera libre d'accepter ou de rejeter tout ou partie des conclusions de la Commission d'exterritorialité, qui sera composée presque exclusivement de délégués étrangers, sauf un Chinois

qui sera chargé de faire, sur la situation judiciaire en Chine, un rapport aux différents Gouvernements des Puissances intéressées. Le refus d'une seule puissance intéressée devrait suffire à faire hésiter les autres à donner leur acceptation. Sinon l'équilibre politique entre ces Puissances en Chine serait rompu.

III. — *Les Travaux de la Commission d'exterritorialité.*

La résolution adoptée par la Conférence stipule que la Commission d'exterritorialité sera réunie dans les trois mois après la clôture de la Conférence de Washington.

M. Alfred Sze fut ensuite chargé par le Gouvernement Chinois de traduire les lois chinoises en langue étrangère et de préparer les documents qui seraient soumis à l'examen de la Commission. Mais un délai de trois mois était vraiment trop court pour accomplir un tel travail. Alors, le Gouvernement Chinois demanda à Washington d'ajourner la réunion de la Commission jusqu'à l'hiver de 1923.

En octobre 1923, le Gouvernement de Washington informa la Chine que les puissances intéressées n'étaient pas d'accord sur la convocation de la dite Commission; la réunion fut en conséquence ajournée de nouveau sine die. En réalité, ce fut le Gouvernement Français qui s'opposa à la réunion avant que la question du « franc-or » fut résolue.

La Commission d'exterritorialité ne se réunit que le 13 décembre 1925. Les travaux à effectuer furent divisés en trois parties:

1° Enquête sur la situation actuelle de la juridiction chinoise dans les provinces ;

2° Enquête sur la pratique étrangère du régime d'exterritorialité ;

3° Confection de rapport et de recommandations de la Commission concernant la deuxième partie des travaux. Le Docteur Wang, délégué chinois à la Commission d'exterritorialité, déclara que, selon son opinion, contraire à celle des délégués étrangers, les mots « les pratiques actuelles de la juridiction exterritoriale en Chine », figurant dans la résolution adoptée le 10 décembre 1921 par

la Conférence de Washington, devaient être interprétés comme comprenant non seulement la juridiction consulaire, mais toute la pratique actuelle de la juridiction extraterritoriale qui peut porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité de la Chine ; que, par conséquent, les tribunaux établis par les puissances dans les concessions devaient être également abolis. L'exactitude de cette interprétation est d'autant plus évidente que l'article premier du traité des neuf puissances porte : « Les puissances, autres que la Chine, conviennent de respecter la souveraineté et l'indépendance, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine.

Alors que la première partie des travaux était à peine commencée, M. Miyake, conseiller du Bureau judiciaire du Gouvernement de Tokio, délégué du Japon à la « Commission d'Extraterritorialité », déclara que la principale caractéristique des codes chinois était qu'ils sont si complets que la Chine peut en être justement fière. Les codes de procédure pénale et civile, complétés récemment, ne peuvent guère être critiqués.

Quant aux systèmes et aux conditions des prisons et des Cours de justice, M. Miyake déclara qu'ils étaient satisfaisants d'un côté, mais que, par ailleurs, ils exigeaient de promptes améliorations. Son impression était que les juges des Cours de l'intérieur doivent être traités plus favorablement et recevoir régulièrement les fonds nécessaires.

M. Miyake a, d'ailleurs, été d'accord avec la Chine pour admettre l'élargissement de la mission, de la Commission de l'extraterritorialité, et voir la Commission conclure un accord relatif à l'abolition de la juridiction consulaire.

Au cours de la poursuite des travaux de la Commission, le peuple chinois exprima son désir de voir l'abolition immédiate, et sans conditions, du régime de l'extraterritorialité.

Poussé par l'opinion publique, le Gouvernement chinois demanda au Gouvernement de Washington de conseiller aux gouvernements intéressés d'attribuer des pouvoirs

plus étendus à leurs commissaires, afin qu'ils puissent provoquer l'abolition de l'exterritorialité. Mais le Gouvernement des Etats-Unis ne voulut agir que conformément aux traités de Washington.

Lorsque les délégués de la Commission eurent terminé leur examen des nouveaux codes chinois promulgués, ils procédèrent à une enquête sur l'organisation judiciaire et pénitentiaire dans les provinces. Les provinces soustraites à l'autorité de Pékin refusèrent de les recevoir, parce que le Gouvernement de Canton ne reconnaissait pas la Commission d'exterritorialité.

Au mois de septembre 1926, la Commission d'enquête termina ses travaux. Sa conclusion est défavorable à l'abolition immédiate du régime d'exterritorialité. Ce document a été officiellement publié le 28 novembre 1926 par le Ministère des Affaires étrangères de Pékin.

Le rapport de la Commission d'exterritorialité, n'admettant pas l'abolition immédiate du régime d'exterritorialité, présente, au Gouvernement de Pékin, quatre recommandations. Lorsque les réformes recommandées seront réalisées, l'exterritorialité sera progressivement abolie.

Parmi ces quatre recommandations, les principales sont les suivantes :

1° La juridiction civile en Chine doit être entièrement confiée à des juges et réellement garantie. Le Pouvoir exécutif ou le Gouvernement et les autres Administrations civiles ou militaires ne doivent pas s'immiscer dans l'exercice de la justice ;

2° Le Gouvernement chinois doit améliorer l'organisation judiciaire et les prisons actuelles, selon le programme arrêté. Les membres de la Commission signalent un certain nombre de lois chinoises comme devant être complétées et promulguées et ils demandent au Gouvernement chinois d'accroître le nombre des tribunaux, prisons et maisons de détention modernes afin de remplacer les vieux tribunaux, maisons de détention et prisons des districts. Des crédits suffisants doivent être consacrés à ces dépenses avant que les mesures recom-

mandées soient complètement réalisées et des crédits importants devront être maintenus après que les principales réformes auront été réalisées.

3° Les puissances ayant traité avec la Chine examineront et aboliront progressivement le régime d'extritorialité à la demande du Gouvernement chinois ;

4° Avant l'abolition du régime d'extritorialité, si la nécessité l'exige, les puissances, d'accord avec le Gouvernement chinois, pourront modifier, sur certains points, le régime actuel de l'extritorialité.

Les points susceptibles d'être modifiés sont les suivants :

1° Les puissances doivent appliquer dans leurs tribunaux extritoriaux ou consulaires, tant que la pratique le permet, les lois et les règlements chinois ;

2° Dans un procès mixte, où le demandeur est un ressortissant des puissances ayant traité avec la Chine et le défendeur un sujet chinois, sous l'autorité du Gouvernement chinois, le conflit doit être jugé par les tribunaux chinois, sans l'assistance des fonctionnaires de l'Etat auquel appartient le demandeur et sans autre intervention.

Les tribunaux et la procédure de la juridiction mixte doivent être organisés dans la mesure où la situation spéciale des concessions le permettra, suivant le nouveau système judiciaire chinois.

Les avocats qui sont ressortissants des Etats bénéficiant du privilège d'extritorialité en Chine et qui ont le choix de plaider devant les tribunaux extritoriaux ou consulaires doivent, dès lors, être admis à plaider devant le tribunal comme représentants du plaideur chinois ou étranger, sans examen préalable de leur qualité, à condition qu'ils observent les mêmes lois et règlements que les avocats chinois ;

3° Les puissances bénéficiaires du privilège d'extritorialité doivent s'efforcer d'éviter tous les incidents provenant de la protection en Chine de leurs sujets ou de sujets chinois et des entreprises commerciales de navigation dont les possesseurs sont le plus souvent chinois.

Les ressortissants desdites puissances, qui résident en Chine et dont l'immatriculation sur les registres de la police chinoise n'est pas obligatoire, doivent demander leur inscription dans un délai déterminé, selon les règlements nouveaux ;

4° En ce qui concerne l'entr'aide judiciaire, les puissances doivent s'entendre avec la Chine sur les points suivants :

A. — Un contrat fait entre sujet chinois et sujet étranger, et qui stipule que le litige doit être soumis à l'arbitrage, en cas de contestation, doit être reconnu. Le conflit sera jugé soit par un tribunal extraterritorial ou consulaire, soit par un tribunal chinois, selon la stipulation dudit contrat, sauf s'il porte atteinte à l'ordre ou aux bonnes mœurs ;

B. — Le Gouvernement chinois et les Gouvernements étrangers doivent conclure des accords stipulant que les sentences, mandats d'arrêt, assignations et perquisitions émis par un tribunal chinois et signés par un magistrat chinois, contre un sujet chinois, doivent être exécutés aussi rapidement que possible par l'autorité étrangère et inversement ;

5° Tant que le régime d'extraterritorialité ne sera pas aboli, les ressortissants des Etats étrangers ayant traité avec la Chine devront payer l'impôt établi par les lois et les règlements régulièrement édictés par l'autorité légale chinoise et reconnus applicables à leurs ressortissants par les puissances.

Le Docteur Wang-Chun-Hue, délégué chinois à la Commission d'extraterritorialité, a déclaré que, malgré qu'il ait signé le rapport, il n'était pas d'accord avec les délégués étrangers sur les première, deuxième et troisième recommandations. Il ne se laisse pas bercer par l'espoir que la Commission d'extraterritorialité puisse admettre l'abolition immédiate du régime d'extraterritorialité.

En effet, les membres des puissances de la Commission d'extraterritorialité ont agi dans la mesure qui leur a été importée par le traité de Washington et le refus d'abolir le régime d'extraterritorialité ne nous a pas surpris.

CHAPITRE IV

Les tentatives d'abolition de l'exterritorialité faites par le Gouvernement National de Nankin

Le Gouvernement chinois, depuis la Conférence de Washington, fait, sans cesse, des efforts pour tenter d'obtenir des puissances qu'elles renoncent à l'exterritorialité qui est un fardeau insupportable pour la nation. Au cours du mouvement d'abolition de l'exterritorialité, le Gouvernement chinois a réussi, comme nous l'avons vu, à conclure des nouveaux traités avec la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, en vue de la reprise de la juridiction sur ses nationaux. En ce qui concerne les Gouvernements des autres grandes puissances, la Chine n'a pas eu grand succès.

A la suite de l'unification de la Chine et de l'établissement du Gouvernement national de Nankin sur des bases solides, une ère nouvelle a vraiment commencé pour la politique extérieure de la Chine. Sans entrer dans les détails de la réorganisation faite par le Gouvernement national, il est bon de citer ici, afin d'éclairer le lecteur sur les buts réels de la politique intérieure et extérieure du Gouvernement, la déclaration du Gouvernement national faite aux puissances et celle de S. E. M. Wang-Cheng-Ting, ministre des Affaires étrangères.

I. — Déclaration du Gouvernement National de Nankin :

« Au moment de la réalisation de l'unification du pays, le Gouvernement national de la République Chinoise fait, aux puissances amies du monde entier, la déclaration suivante :

« Le but principal de la Revolution chinoise, dirigée par le Gouvernement National, est de reconstruire le pays, afin de reconstituer un nouvel Etat dans le plus bref délai possible.

« La construction de ce nouvel Etat n'est autre chose que la réalisation des trois principes du peuple énoncés par le Docteur Sun-Yat-Sen. Ceux-ci ont pour but d'assurer, à l'intérieur, la liberté et le bonheur du peuple et, à l'extérieur, l'égalité et la paix des nations. Il va sans dire que non seulement la politique militariste du temps passé doit être radicalement abolie, mais encore que nous combattons avec énergie le parti communiste, qui ne vise qu'à détruire les organisations sociales établies.

« Certainement, la reconstruction d'un nouvel Etat demande des modifications profondes. Puisse s'ouvrir une ère nouvelle dans les relations entre le Gouvernement National et les puissances étrangères.

« La Chine a souffert des traités inégaux pendant plus de quatre-vingts années. Ses traités ne sont conformes ni au principe du respect réciproque de la souveraineté nationale, ni à celui de l'indépendance des nations. La Chine l'a déclaré, à maintes reprises, aux puissances amies.

« Heureusement, depuis 1926, les puissances amies ont montré de la bonne volonté pour la négociation de nouveaux traités avec la Chine. Maintenant que l'unification de la Chine est réalisée, le moment est venu de faire un pas de plus vers la conclusion par des procédés réguliers de nouveaux traités qui assureront le respect réciproque de la souveraineté nationale et l'égalité parfaite entre la Chine et les puissances étrangères.

« Le Gouvernement National est persuadé que, les nouveaux traités une fois signés, les amitiés entre la Chine et les puissances ne feront qu'augmenter et s'accroître.

« Le Gouvernement National déclare, de plus, qu'il reconnaît les engagements contractés sur le principe d'égalité et d'après les procédés légaux. Il a la conviction qu'après l'abolition des restrictions résultant des traités

inégaux, la collaboration matérielle et morale de la Chine avec les puissances étrangères contribuera au progrès de la civilisation du monde.

« Cette déclaration est faite aux puissances amies par le Gouvernement National avec la plus grande sincérité et au nom du peuple chinois tout entier. Le Gouvernement National espère que les puissances voudront bien comprendre la nécessité de la reconstruction de la Chine nouvelle et lui témoigner une sympathie complète. Il s'efforcera, avec les nations amies, de consolider la paix mondiale. » (15 juin 1928).

II. — *Déclaration de S. E. C. T. Wang,*
Ministre des Affaires Etrangères :

« Au moment où l'expédition contre le Nord s'achève, où l'unité nationale se réalise, où les opérations militaires prennent fin, le Gouvernement National de la République Chinoise voit se réaliser, de plus en plus, son désir de constituer un nouvel Etat. A l'intérieur, il précède à la reconstruction du pays pour atteindre le but final de la Révolution, tandis qu'à l'extérieur il s'efforce d'établir, sur le pied d'égalité, des relations avec les puissances, afin de mener avec celles-ci la lutte commune pour la paix du monde. A cette heure sublime de l'unification de notre pays, j'ai le grand honneur d'être chargé de la direction de sa politique étrangère, fonction dont il est à peine besoin de dire l'extrême importance et la lourde responsabilité. Ayant toujours pour principe le sacrifice personnel au service de la Nation, je travaille, cette fois encore, dans cet état d'esprit, espérant pouvoir être aussi utile que possible, et au parti du kuomintang et à la Patrie. J'ai reçu du Gouvernement National la déclaration, datée de ce jour, sur les principes essentiels de l'orientation de la politique extérieure chinoise. Je jure de faire tout ce qui dépendra de moi pour mettre effectivement à exécution ces principes, afin de libérer notre pays de toutes les entraves s'opposant à son développement normal et d'améliorer les rapports internationaux.

« Cependant, pour ce qui est de la politique étrangère, je dois dire à mes compatriotes que tout pays dont l'organisation intérieure est défectueuse est facilement la proie des ambitions agressives de l'extérieur. Les expériences faites par notre pays dans ses relations diplomatiques en ont douloureusement démontré l'exactitude. Je suis donc d'avis que, pour faire face à notre politique extérieure, il faut, avant tout, nous organiser. Puisque en ce moment se terminent les hostilités militaires, nous devons saisir l'occasion pour nous organiser à l'intérieur : servir fidèlement les affaires publiques, nous efforcer de nous grouper, développer l'instruction publique et l'industrie, afin de participer avec les autres nations à la prospérité et au bien-être de l'humanité. Nous espérons que les autres nations, en vue de ce bonheur commun et de cette prospérité réciproque, nous donneront l'occasion de nous développer librement que, d'une part, elle nous faciliteront la suppression de toutes les restrictions internationales qui nous furent imposées, et que, d'autre part, elles nous apporteront une collaboration bienveillante dans l'intérêt du rapprochement général entre les peuples. Dans ces conditions, il est possible d'augmenter encore le bonheur de l'humanité et d'assurer la paix perpétuelle du monde. » (Juin 1928).

Malgré les récriminations, les obstacles et les difficultés de toutes sortes, soulevées dans nos relations extérieures, le Gouvernement National de Nankin est non seulement arrivé à faire reconnaître le principe de la revision des traités inégaux, mais il a pu négocier, avec les principales puissances, un certain nombre de nouveaux traités concernant les relations douanières sur des bases d'égalité et de réciprocité.

Quant au problème de l'exterritorialité, voici, à titre documentaire, la note qui a été envoyée à tous les Gouvernements des puissances intéressées :

« Le Gouvernement Chinois rappelle que, par l'intermédiaire de ses représentants, il a eu l'occasion d'exprimer, à la Conférence de la Paix de Paris, son puissant désir de voir abolir les limitations juridictionnelles aux

droits de la souveraineté de la Chine qui ont été imposées par les vieux traités conclus entre la Chine et les puissances étrangères, et la délégation chinoise réitéra plus fortement encore le même désir à la Conférence de Washington, dont les dispositions étaient plus sympathiques à l'égard des aspirations de la Chine en vue de la suppression des restrictions apportées à sa liberté d'action politique, juridique et administrative.

« A la suite de l'unification de la Chine et de l'établissement du Gouvernement National sur une base solide, une ère nouvelle a été heureusement inaugurée dans les relations entre nos deux pays, grâce à la conclusion du récent traité réglant les relations douanières entre le Gouvernement X... et la Chine et il faut espérer, avec confiance, que le bien-être matériel de nos deux pays en sera, désormais, grandement amélioré, mais le Gouvernement Chinois a la croyance et la conviction que le renforcement d'un tel bien-être matériel ne sera accéléré que par le rajustement des relations entre nos deux pays sur une base d'amicale égalité en matière de juridiction ; et, si le Gouvernement X... trouvait le moyen de satisfaire les vœux du Gouvernement et du peuple chinois en cette matière, il est certain qu'un obstacle, à la pleine et sincère coopération, en matière commerciale ou autre entre le peuple chinois et les étrangers résidant en Chine, pourrait être heureusement supprimé et que le désir du Gouvernement chinois, de favoriser, autant que possible, les intérêts matériels de tous ceux qui ont bien voulu s'associer à notre propre peuple, se réaliserait rapidement.

« Il va sans dire que l'extraterritorialité en Chine est un legs de l'ancien régime qui a non seulement cessé de convenir aux conditons des temps présents, mais est devenu si préjudiciable à l'amélioration du fonctionnement de la machine judiciaire et administrative de la Chine, que ses progrès, comme membre de la Communauté internationale, ont été ainsi retardés sans nécessité. Les défauts et les inconvénients inhérents au système exceptionnel de la juridiction consulaire ont été

clairement démontrés par le Gouvernement chinois en de nombreuses occasions, ainsi que par les jurisconsultes et les publicistes des autres pays dans leurs exposés officiels, aussi bien que dans leurs discussions académiques. Il est vraiment regrettable que, tandis que beaucoup de gouvernements, jouant un rôle important dans les affaires internationales, font des efforts ardents et persévérants pour établir une véritable amitié et faire régner l'harmonie parmi les nations, une telle pratique désuète, qui n'a fait que gâter les relations amicales entre le peuple chinois et les peuples étrangers, puisse encore exister à un moment où la justice et l'équité sont supposées présider aux relations des nations.

« Malgré que des doutes aient été émis sur l'opportunité, pour le moment, de la suppression des privilèges extra-territoriaux par les puissances intéressées, on peut faire remarquer, cependant, que certains pays, ayant cessé de jouir des privilèges de l'extraterritorialité en Chine, ont trouvé satisfaction dans la protection donnée à leurs nationaux par la loi chinoise et qu'ils n'ont pas eu de motifs à se plaindre qu'un préjudice quelconque ait été causé à leurs intérêts. Le Gouvernement X... peut donc être assuré que les droits légitimes et les intérêts des citoyens X... en Chine ne seront affectés d'aucune façon défavorable par l'abolition des privilèges exceptionnels qu'ils possèdent actuellement.

« Le Gouvernement X... ayant toujours maintenu une attitude amicale envers la Chine et ayant constamment montré son entière bonne volonté dans l'adoption de toutes mesures prises pour la suppression des limitations apportées à la souveraineté de la Chine, le Gouvernement National de la République Chinoise se félicite de pouvoir exprimer, au Gouvernement X..., le désir de la Chine de voir l'abolition des restrictions juridictionnelles apportées à sa souveraineté à une date aussi rapprochée que possible, et il espère fermement que le Gouvernement X... voudra bien prendre en considération, en y apportant toute sa sympathie, ce désir manifesté par la Chine.

« Il lui serait donc infiniment reconnaissant de bien vouloir lui faire l'honneur de lui répondre, aussitôt que possible, afin que des dispositions puissent être prises, qui permettent à la Chine, actuellement unifiée sous un solide Gouvernement central, d'assumer la justice sur tous les étrangers à l'intérieur de son territoire. »

(Communiqué aux Gouvernements le 2 mai 1929 et à la Presse le 6 mai 1929.)

En effet, le Gouvernement National de Nankin a demandé, à plusieurs reprises, aux puissances, l'abolition de l'exterritorialité soit par voie de revision générale des traités, soit par des accords particuliers, une note du 7 juillet 1928, à peu près semblable à celle ci-dessus, précisant la politique de dénonciation des traités (article premier), portait que les ressortissants des puissances dont les traités étaient expirés, mais non encore remplacés par de nouveaux traités, seraient soumis à la législation et aux tribunaux chinois.

Le Gouvernement National a conclu plusieurs nouveaux traités, avec différentes puissances, dans le seul automne de 1928, comportant l'abolition conditionnelle de l'exterritorialité. Ces puissances sont au nombre de six : Belgique, Luxembourg, Italie, Espagne, Portugal, Danemark, mais leur situation n'est pas identique :

1° En ce qui concerne l'union de la Belgique et du Luxembourg, la portée de la classe subordonnant l'abandon de l'exterritorialité juridictionnelle à une action commune de plusieurs puissances est nettement délimitée dans le traité du 22 novembre 1928, conclu en remplacement du traité du 2 novembre 1868. L'article 2 du nouveau traité est conçu en ces termes : « Les ressortissants de chacune des deux hautes parties contractantes seront soumis, sur le territoire de l'autre partie, aux lois et aux tribunaux de cette partie ». Mais la portée de cette disposition est définie dans un échange de lettres entre les représentants des deux gouvernements et dans une déclaration annexe (I) signée par le représentant de la Chine.

La déclaration est ainsi conçu :

« Nankin, 22 novembre 1928. — Monsieur le Chargé d'affaires, au nom du Gouvernement National de la République de Chine, j'ai l'honneur de déclarer que l'article 2 du traité signé ce jour, entre la Chine et la Belgique, sera considéré comme applicable à dater du 1^{er} janvier 1930. Antérieurement à cette date, le Gouvernement Chinois fera, avec le Gouvernement Belge, des arrangements détaillés pour la reprise, par la Chine, de la juridiction sur les ressortissants belges. Faute de tels arrangements à la date sus-dite, les ressortissants belges seront, en conséquence, soumis aux lois et à la juridiction chinoises aussitôt que la majorité des puissances possédant actuellement des privilèges extraterritoriaux en Chine auront consenti à leur abandon. » Signé : « Chang-Ting Wang ».

Une autre déclaration (II), signée du ministre chinois, porte qu'à la date du 1^{er} janvier 1930, ou auparavant, le Code civil et le Code de commerce, en outre des autres codes et lois en vigueur, seront dûment promulgués par le Gouvernement National de la République de Chine.

On voit que ces deux textes ci-dessus renforcent le caractère conditionnel de l'abolition de l'extraterritorialité, ce qui explique qu'à l'époque le traité ait été attaqué par une importante fraction du parti « Kouo-Mim ». En fait, la condition exigée, pour la promulgation de la nouvelle législation, a été remplie.

Nous allons en traiter en détail dans le chapitre II du partie critique. Mais je ne sache pas que des arrangements détaillés aient été pris avec la Belgique pour la reprise de juridiction ;

2° Dans le cas de l'Italie (Traité du 27 novembre 1928), de l'Espagne (27 décembre 1928), du Danemark (12 décembre 1928), du Portugal (19 décembre 1928), la situation est différente. Ces divers traités contiennent, comme le traité sino-belge, un article stipulant que les ressortissants respectifs des deux pays signataires seront soumis aux lois et aux juridictions de leur pays de résidence et les déclarations annexes précisent que cette disposition

entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le Gouvernement chinois se propose de conclure, avec les puissances intéressées, des arrangements détaillés pour la reprise de la juridiction. Mais, en l'absence de tels arrangements, l'abolition de l'extraterritorialité n'aura lieu qu'à partir d'une date à fixer par la Chine, après que la puissance intéressée se sera mise d'accord pour l'abolition de l'extraterritorialité avec toutes les puissances signataires des traités de Washington et étant entendu que cette date sera applicable à toutes ces puissances.

A la suite de la conclusion des cinq traités de 1928, comportant l'abolition conditionnelle de l'extraterritorialité, le Gouvernement de Nankin a cru devoir accentuer son action.

Les 15 et 28 mars 1929, le troisième Congrès National publiait une déclaration portant que l'abrogation des traités inégaux et la conclusion de nouveaux traités sur la base de l'égalité et de la réciprocité absolues seraient considérées comme les bases de la nouvelle politique étrangère chinoise.

Le 27 avril 1929, le Gouvernement National de Nankin adressait une note à six Puissances: Angleterre, Etats-Unis, France, Hollande, Norvège et Brésil, dans laquelle elle faisait ressortir l'opportunité d'une abolition rapide de l'extraterritorialité.

Les réponses à la note chinoise parvenaient entre le 10 et le 14 août 1929, elles exprimaient de la sympathie, mais rien de concret.

Entre temps, par un décret du 16 juillet 1929, révisé le 12 août, le Conseil exécutif du Gouvernement Chinois avait pris une décision importante, l'abolition des postes de commissaires aux Affaires Etrangères chargés dans chaque province de traiter des questions intéressant les Etrangers.

Le 28 décembre 1929, le Gouvernement Chinois adoptait une attitude décisive. Un ordre du Conseil d'Etat portait qu'à partir du 1^{er} janvier 1930, tous les ressortissants étrangers résidant sur le territoire chinois et qui jouissent encore de privilèges extraterritoriaux seraient tenus d'obéir

aux lois, ordonnances et règlements dûment promulgués par le Gouvernement central et les Gouvernements locaux en Chine. Cet ordre était accompagné d'une déclaration du Ministre des Affaires Etrangères

La France et l'Angleterre ne purent qu'adresser au Gouvernement Chinois des notes spécifiant que leur intention était seulement de considérer la date du 1^{er} janvier 1930 comme le point de départ de négociations en vue de l'abolition de l'exterritorialité.

Le 17 janvier 1930, après de longues discussions, un accord est intervenu entre le Gouvernement National de Nankin et les Puissances intéressées au sujet de la Cour mixte de la concession internationale de Chang-Haï. L'accord visé ci-dessus, qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 1930, porte les signatures des représentants de la Chine, du Brésil, des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne, de la Norvège et des Pays-Bas. Conclues pour une durée de trois ans, il peut être prorogé par le **consentement mutuel** des signataires pour une durée égale.

Dans cet accord, en dix articles, plusieurs dispositions fondamentales retiennent l'attention. Concernant la nature de la nouvelle juridiction, l'article 1^{er} porte que le Gouvernement Chinois devra, conformément aux lois et aux règlements chinois relatifs à l'organisation judiciaire, établi sur le *settlement* international de Chang-Haï, un tribunal local (Ti Fong Fa Yuan) et une section de tribunal supérieur (Kao Teng Fa Yuan Fen Yuan). Toutes les lois et lors les règlements chinois, tant concernant les règles du droit que la procédure qui sont actuellement en vigueur, ou qui pourront, par la suite, être dûment votés et promulgués, seront applicables par ces tribunaux.

Les jugements, décisions et ordonnances du Tribunal supérieur viendront en appel, selon la loi chinoise, devant la Cour suprême de Chine.

Une importante innovation de l'accord résulte de l'article III, conçu en ces termes:

« La pratique antérieure consistant à envoyer des délégués du Consul ou des fonctionnaires consulaires pour assister aux débats ou siéger conjointement à la Cour

chinoise, fonctionnant actuellement dans la concession internationale, sera supprimée dans les juridictions établies conformément au présent accord ».

L'article V prévoit l'organisation, auprès des deux tribunaux, local et d'appel, de parquets, chargés de prendre l'initiative des poursuites, en conformité du code de procédure pénale chinois du 1^{er} septembre 1928, sauf dans les cas où cette initiative proviendra déjà du Conseil municipal de la concession ou de la partie lésée.

D'importantes réformes concernant de nombreux points du régime de la juridiction mixte: organisation du greffe, nomination et attributions des fonctionnaires auxiliaires de la justice, police judiciaire, prisons, statut des avocats étrangers, etc..., sont introduites dans cet accord. Je ne puis pas, par suite du cadre restreint de cette étude, citer toutes les importantes réformes.

L'article II spécifie que les difficultés auxquelles pourra donner lieu le présent accord seront soumises à une commission d'arbitrage comprenant quatre représentants, deux étant désignés par le Gouvernement Chinois et les deux autres par les Gouvernements des puissances signataires de l'accord; ces représentants s'emploieront à concilier les divergences d'opinions relatives à l'interprétation ou à l'application du présent accord, qui leur seront soumises, soit par le Président du Tribunal supérieur, soit par les autorités représentant les puissances étrangères signataires, à condition que le rapport qu'ils présenteront ne puisse lier aucune partie, si ce n'est pas consentement mutuel. Il est entendu qu'aucun jugement, qu'aucune décision, aucun ordre, aucune ordonnance des tribunaux ne seront soumis, comme tels, aux représentants ci-dessus pour examen.

Quant à la rétrocession de la Cour mixte de la concession française, un accord entre la France et la Chine est signé du 28 juillet 1931, en vue d'établir, à dater du 1^{er} juillet 1931, un tribunal chinois sur la concession française de Chang-Haï. Les dispositions de cet accord sont presque semblables à celles de l'accord dont nous avons parlé.

Dans cet accord, en quatorze articles, deux dispositions fondamentales retiennent l'attention. La première concerne l'abolition de tous les règlements et pratiques fonctionnant actuellement dans la concession française. Cette abolition résulte de l'article 1^{er}, conçu en ces termes :

« A dater de l'entrée en vigueur du présent arrangement, l'institution qui, sous le nom de Cour mixte, est actuellement établie dans la concession française de Chang-Haï, sera supprimée, ainsi que tous les règlements et pratiques y afférents ».

La seconde concerne la nature de la nouvelle juridiction. Il ne s'agit plus désormais d'une Cour spéciale sino-étrangère, en marge de l'organisation judiciaire chinoise. « Le Gouvernement Chinois établira dans la concession française et conformément aux lois et règlements chinois sur l'administration de la justice, une Cour de district, et une section de Haute Cour qui auront exclusivement comme ressort l'étendue de la dite concession ».

« La Cour suprême de Chine connaîtra, conformément à la loi chinoise, des recours formés à l'encontre des ordonnances et arrêts rendus par ladite section de Haute Cour (art. 2).

Concernant l'application des lois et règlements, l'article III prévoit que les lois et règlements chinois, aussi bien tous ceux qui sont présentement en vigueur que ceux qui, ultérieurement, seront dûment édictés et promulgués, seront appliqués par les deux Cours, compte tenu des règlements administratifs de la concession.

Enfin, le 4 mai 1931, le Gouvernement National de Nankin a promulgué un règlement très important élaboré par le Conseil administratif et le Conseil de justice et relatif à la suppression de l'exterritorialité à dater du 1^{er} janvier 1932. Ce document vise spécialement les ressortissants des six puissances jouissant de l'exterritorialité au 31 décembre 1929.

A dater du 1^{er} janvier 1932, les sujets étrangers visés par la nouvelle réglementation relèvent des Tribunaux chinois. Mais des chambres spéciales pour les affaires civiles et pénales intéressant les Etrangers comme défen-

deurs ou accusés seront instituées sous la présidence d'un juge chinois à Chang-Hai, Tien-Tsin, Han-K'ou, Canton, Moukden, etc... Les Etrangers résidant en dehors de la juridiction de ces tribunaux pourront évoquer devant eux les décisions rendues par les tribunaux de leur résidence.

Un certain nombre de conseillers juridiques qui ne seront pas nécessairement de nationalité chinoise seront attachés aux chambres spéciales. Ils seront choisis par le Ministre de la justice, parmi des experts juridiques de haute moralité possédant les aptitudes nécessaires pour remplir des fonctions juridiques et seront nommés par le Gouvernement. Ces conseillers n'auront pas le droit d'intervenir dans le jugement qui ne pourra être rendu que par les juges chinois. Ils pourront seulement soumettre à ces derniers leur opinion par écrit.

Les dispositions de la loi étrangère pourront être appliquées dans les tribunaux spéciaux lorsque tous les demandeurs et défendeurs en cause seront étrangers. Mais seul, le code pénal chinois sera applicable aux instances pénales dans lesquelles des Chinois seront plaignants et des Etrangers prévenus. L'arrestation ou la détention d'un sujet étranger, de même que la perquisition à son domicile privé ou autre lieu, seront effectuées suivant le code de procédure criminelle.

Tout Etranger arrêté devra être traduit devant le tribunal pour être jugé dans les vingt-quatre heures. En matière civile, pour les affaires intéressant le crédit, les obligations, les effets de commerce, etc..., le nouveau code civil sera applicable, tandis qu'en matière de statut personnel (mariage, droits de famille, successions, etc...), l'application partielle des lois étrangères sera possible.

Le régime actuellement en vigueur en ce qui concerne la délivrance de citations et de mandats, pourra continuer à être observé, mais les tribunaux ne pourront libérer les détenus contre caution que quand cela sera jugé nécessaire. Les Etrangers pourront désigner des avocats chinois ou étrangers pour les représenter en matière civile et pénale.

Le sujet étranger, ayant commis des contraventions de police sera jugé par les tribunaux compétents en matières pénales; les lieux d'emprisonnement ou de détention des sujets étrangers sera fixé par le Ministère de la justice.

En examinant les tentatives d'abolition de l'exterritorialité faites par le Gouvernement National de Nankin, on constate que, malgré les difficultés de toutes sortes soulevées dans nos relations extérieures, le Gouvernement Chinois est non seulement arrivé à faire connaître le principe de la révision des traités inégaux qui nous ont été légués par le passé et le Gouvernement Chinois Mandchou, mais il a pu conclure avec les puissances étrangères un certain nombre de nouveaux traités concernant la reprise de l'exterritorialité juridictionnelle (1).

(1) On vient d'annoncer que des négociations formelles étaient en cours avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. La Hollande et la Norvège ont exprimé leur désir de renoncer à leurs privilèges. Le Brésil a fait savoir qu'il considérait avec sympathie les propositions chinoises. Quant au Japon, dont le traité de 1896 avec la Chine est expiré, il négocie également avec Nankin. Seule, la France reste dans l'expectative. Il est donc vraisemblable que le régime actuel, avec toutes ses complications, ne sera plus qu'un souvenir, dans un temps plus ou moins lointain.

CHAPITRE V.

Abolition de l'exterritorialité au Japon et dans les autres pays

L'établissement du régime exceptionnel de l'exterritorialité, dans les pays non chrétiens s'était basé, nous l'avons vu, sur aucun principe de droit international. C'est pourquoi les pays auxquels ce régime avait été imposé ont fait leur possible pour s'en débarrasser.

Nous avons vu qu'à la suite des tentatives répétées faites par le Japon pour obtenir la suppression de l'exterritorialité, ce résultat a été récemment atteint par le Japon, alors que sa situation était cependant, au point de vue de ses relations avec les puissances occidentales absolument semblable à celle de Chine. Il n'y avait qu'une différence: savoir que les relations de la Chine avec les puissances étrangères sont beaucoup plus anciennes que celles du Japon. Celles-ci ne datent que de 1854, lors de l'expédition du Comodore Américain Perry. Dès cette époque, des traités furent signés avec les Etats-Unis, le 29 juillet 1858; la Hollande, le 18 août 1888; la Russie, la France, le 19 octobre 1858; le Portugal, le 3 août 1860; la Prusse, le 24 janvier 1861; la Suisse, le 6 février 1864; la Belgique, le 1^{er} août 1866; l'Italie, le 21 août 1866; le Danemark, le 12 janvier 1867; l'Espagne, le 12 novembre 1868; la Suède et la Norvège, le 28 mars 1868; l'Autriche-Hongrie, le 18 octobre 1869; la Chine, le 13 septembre 1871; le Pérou, le 21 août 1872.

Le résultat de cette série de traités fut l'ouverture de 7 ports japonais, avec droit d'établissement et de résidence

et l'institution pour les Etrangers d'un régime de privilèges et d'immunités calqué sur le régime alors en vigueur en Chine. En outre, dès 1872, des négociations furent entamées en vue de la révision de ces traités. Les Etats-Unis s'engèrent, en 1867, un nouveau traité par lequel ils s'engageaient à renoncer à l'immunité de juridiction si toutes les puissances consentaient des conventions analogues. D'autre part, un effort sérieux a été manifesté par le Japon dans l'organisation judiciaire qui a pour base les législations occidentales. En effet, le Code pénal et le Code de procédure criminelle ont été mis en vigueur au Japon en 1890 et le Code de procédure civile est entré en application à partir de 1891. Afin de modifier le système judiciaire japonais, deux conférences se sont successivement réunies à Tokio en 1882 ; il y fut stipulé notamment que, pendant une période à déterminer, il serait institué des tribunaux mixtes avec adjonction de juges étrangers aux membres de hautes cours de justice japonais et qu'on userait d'une langue européenne dans les procédures et dans les procès où des étrangers seraient intéressés. Mais cette organisation est demeurée sans résultat.

Ultérieurement, les puissances occidentales ont accepté des innovations plus radicales. En 1894, l'Angleterre a renoncé à l'immunité de juridiction par un traité conclu à Londres.

Ce traité fut immédiatement suivi de traités analogues signés avec les Etats-Unis, l'Espagne, l'Italie, la Prusse, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la Norvège, le Mexique et le Brésil. Enfin, la France, par le traité du 4 août 1896, a adhéré au nouveau régime, qui comporte : 1° l'ouverture aux étrangers non plus de quelques portes, mais de l'ensemble du territoire japonais, avec faculté de voyager, de s'établir, d'exercer une profession, d'acquérir et de transmettre, entre vifs ou par succession ou par testament, les valeurs mobilières de toutes sortes, les immeubles ne pouvant d'ailleurs faire l'objet que de baux emphytéotiques ; 2° l'abolition de l'immunité de juridiction et des tribunaux consulaires,

la reconnaissance de la compétence des tribunaux japonais à l'égard des étrangers. L'incorporation des quartiers étrangers aux communes japonaises, le rattachement de ces quartiers au système municipal japonais ont constitué également un progrès sérieux ; 3° le respect du domicile et le libre exercice privé ou public du culte ont été assurés aux Européens.

Le nouveau régime est entré en vigueur en 1899. Le Japon a pleinement exécuté le programme qu'il s'était tracé et il a entièrement justifié la confiance dont il revendiquait le bénéfice.

En 1917, de nouveaux traités furent signés avec toutes les puissances, traités réglant à nouveau certaines questions accessoires, mais confirmant sans difficulté l'œuvre de 1894 à 1896.

Le régime de l'exterritorialité a été supprimé en Corée, comme au Japon, à la suite de l'annexion de ce pays par l'Empire japonais, aux termes du traité du 20 août 1910. Il en est de même au Siam ; le Gouvernement siamois, en 1907, a réclamé et obtenu la juridiction sur ses ressortissants, sans distinction entre ses sujets et les protégés d'une autre puissance avant cette date, c'est-à-dire à partir de 1836 et jusqu'en 1904, la compétence appartenait à un tribunal mixte composé de Français et de Siamois. En 1904, un traité nouveau fut conclu ; l'article 12 de cette convention accordait la compétence exclusive au tribunal français en matière civile et criminelle, quand le défendeur était Siamois, c'était la Cour des causes étrangères qui était compétente.

En 1909, l'Angleterre renonçait au privilège de l'exterritorialité non seulement pour ses protégés, mais même pour ses sujets ; ceux-ci ont, toutefois, le droit d'avoir un conseiller légiste européen, dont l'avis est prépondérant. Il est probable que les autres puissances imiteront, à bref délai, l'exemple donné par la France et la Grande-Bretagne, et renonceront elles aussi, au régime de juridiction consulaire, dès que les Codes spéciaux seront entrés en vigueur.

En 1913, la Grèce, victorieuse dans la guerre contre la Turquie, notifie aux puissances que l'abolition du régime des capitulations était prononcée sur les territoires nouveaux qu'elle venait de conquérir.

La Turquie avait fait, à plusieurs reprises, les démarches auprès des puissances pour la suppression des capitulations ; tant il est vrai que ce régime exceptionnel porte atteinte à la souveraineté nationale. Après la guerre de Crimée, en 1858, la Turquie fut admise à participer au droit public et à entrer dans le concert européen. Toutefois, la disparition des capitulations n'avait pu être obtenue. Les étrangers possédaient non seulement l'immunité de juridiction, mais encore l'exemption des impôts et une administration postale distincte. C'était pour ces motifs que, aux termes d'une circulaire du 11 octobre 1881, la Sublime Porte avait essayé d'abroger diverses prérogatives concédées aux Consuls. Mais, devant les protestations des puissances, elle dut s'incliner. Jusqu'en 1897, le régime des capitulations avait été imposé à la Turquie au profit de la Grèce. Après la guerre de 1897, lorsque la Turquie victorieuse avait réclamé la suppression de ce régime, les puissances intervinrent et maintinrent les capitulations. Lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en 1909, la Porte ottomane, s'autorisant de l'appui de cette dernière puissance, faisait entrevoir la suppression prochaine du régime capitulaire. Au début de la grande guerre, la Turquie, aidée par les Empires centraux, abolit le régime des capitulations, les postes étrangères et menaça de fermer les écoles et les hôpitaux européens, en dépit des protestations énergiques des représentants de l'Entente.

Enfin, par l'article 28 du traité de paix du 24 juillet 1923, entre l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croste-Slovène d'une part, et la Turquie, d'autre part, les puissances acceptent l'abolition complète des capitulations.

Les ressortissants des puissances sont assurés, quant à leurs personnes et à leurs biens, devant les juridictions turques, d'une protection conforme au droit des gens et

aux principes et méthodes généralement suivis dans les autres pays (art. 17 de la Convention d'établissement du 23 juillet 1923).

Par la déclaration du 23 juillet, la Turquie s'est engagée à prendre à son service, pour cinq ans au moins, des conseillers légistes européens choisis sur une liste dressée par la Cour permanente de justice internationale de la Haye parmi les jurisconsultes des pays n'ayant pas participé à la guerre de 1914-1918. Ces conseillers siégeront à Constantinople et à Smyrne. Ils participeront aux travaux des Commissions législatives et seront chargés de suivre, sans s'immiscer dans l'exercice des fonctions des magistrats, le fonctionnement des juridictions civiles, commerciales et pénales turques, et d'adresser au Ministre de la Justice tous rapports qu'ils estimeraient nécessaires ; ils auront qualité pour recevoir toutes plaintes auxquelles pourraient donner lieu soit l'Administration de la justice civile, commerciale ou pénale, soit l'exécution des peines, soit l'application des lois avec mission d'en rendre compte au ministre de la justice à l'effet d'assurer la stricte observation de la législation turque. Ils auront qualité pour recevoir les plaintes auxquelles pourraient donner lieu les visites domiciliaires, perquisitions ou arrestations, ces mesures étant, d'autre part, dans les circonscriptions judiciaires de Constantinople et de Smyrne, portées sans délai, dès qu'elles sont effectuées à la connaissance du conseiller légiste par le représentant local du ministre de la justice ; ce magistrat aura, en pareil cas, qualité pour correspondre directement avec le conseiller légiste (articles 1 et 2).

Les questions de compétence judiciaire à régler entre la Turquie et les puissances seront résolues conformément aux principes du droit international (article 15 du traité de paix).

Trois ans après les traités de Lausanne, la Turquie avait pleinement exécuté le programme qu'elle s'était tracé et elle a entièrement justifié la confiance dont elle revendiquait le bénéfice.

L’Egypte est aussi un pays qui a subi le régime des capitulations. En 1868, le ministre égyptien, Nubar Pacha, fit des démarches pour que les consuls aient, désormais, moins de pouvoirs juridictionnels. A la suite de cette initiative, une conférence internationale fut réunie, au Caire, le 18 octobre 1869. Les puissances y décidèrent la création des tribunaux mixtes qui ont été substitués provisoirement au régime des capitulations. Cependant, celui-ci est resté la règle absolue. Les tribunaux mixtes n’ont été établis qu’à titre d’essai pendant un délai de cinq ans. Ils ont d’ailleurs été prorogés. On doit reconnaître que les civilisations modernes pénètrent progressivement en Egypte ; ce pays, par des institutions toutes nouvelles, leur est de plus en plus favorable, de sorte que l’Egypte cesse d’être Turque pour devenir européenne. On sait, du reste, que, depuis 1922, l’Egypte s’est affranchie du protectorat britannique et a proclamé son indépendance. Le régime des capitulations ne saurait, dans ces conditions, être conservé par les puissances bénéficiant de privilèges spéciaux.

PARTIE CRITIQUE

CHAPITRE PREMIER

Convient-il que l'extritorialité juridictionnelle existe ?

Nous savons que l'un des principes les plus incontestés du droit international est le droit pour un Etat de rendre la justice sur son territoire. L'institution de la justice extritoriale est en opposition complète avec ce principe. Elle constitue une grave restriction à la souveraineté nationale de l'Etat. A l'exception de cette grave atteinte à la souveraineté, l'extritorialité présente aussi des inconvénients pratiques et des conséquences fâcheuses.

A la Conférence de Washington, le Docteur Wang-Chun Hué, délégué chinois, a fait nettement ressortir ces inconvénients. Nous allons étudier de quelle façon l'extritorialité juridictionnelle est appliquée en Chine (1).

(1) Le rapport de la Commission de l'extritorialité de 1926 contient un certain nombre de critiques qui sont d'autant plus intéressantes que ce rapport est l'œuvre d'une Commission dont douze membres sur treize étaient des étrangers :

- a) Multiplicité des cours et diversité des lois ;
- b) Impossibilité de juger sur place les crimes des étrangers, en Chine, sauf ceux qui sont commis par des sujets britanniques ou américains ;
- c) Manque de formation technique du personnel ;
- d) Difficulté des appels qui doivent presque toujours être portés hors de Chine ;
- e) Immunité générale des étrangers à l'égard des multiples règlements chinois, comme les taxes sur la presse, les règlements municipaux, etc. ;

SECTION I

Multiplicité des attributions des Consuls

Tout d'abord, nous constatons que les consuls ont déjà tant de fonctions d'ordre administratif, commercial, etc., qu'il est permis de supposer qu'ils n'auront pas suffisamment de loisirs pour exercer leurs attributions judiciaires. Cela est vrai, surtout au cas où le tribunal consulaire n'est pas composé de juges de profession ; ces juridictions sont souvent malhabiles pour appliquer des principes complexes du droit en vigueur dans l'Etat dont elles relèvent. Alors que nombre de conflits juridiques mettent à l'épreuve, dans les plus subtiles controverses, la science et l'expérience des magistrats et des jurisconsultes, le consul doit résoudre les questions de droit, qui lui sont soumises à l'aide d'une séance juridique ordinairement assez limitée et sans être doué d'aptitudes judiciaires spéciales. A l'origine de l'exterritorialité, on n'a guère envisagé que la situation simple où se trouvaient des étrangers — marins descendus à terre par exemple — impliqués dans une banale affaire de vol, de rixe, etc., et l'on a cherché le moyen d'assurer la sanction des faits délictueux sans abandonner le coupable aux rigueurs de la justice locale. Mais cette habitude de ne songer qu'au

f) Conflit sur la nationalité des justiciables et protection irrégulière accordée à des Chinois ou à des sujets de puissances n'ayant pas de juridiction consulaire ;

g) Absence de convention d'extraction ;

h) Inviolabilité des propriétés étrangères, ce qui rend illusoires les perquisitions ;

i) Statut des avocats, qui n'est pas réglé et donne lieu à des abus sans nombre ;

j) Enfin, défauts du régime des étrangers en ce qui concerne la résidence.

De plus, ce qu'on ne dit pas, c'est que le régime actuel est favorable aux multiples tractations qui se font en Chine sous le couvert de l'exterritorialité et auxquelles s'intéressent des étrangers. Je me contenterai de citer le trafic des armes.

droit pénal a fait perdre de vue que de grosses maisons étrangères sont aujourd'hui établies en grand nombre sur le territoire chinois et engagées dans les affaires les plus complexes du commerce international. Le président Roosevelt déclarait, dans son message du 13 juin 1905, que le tribunal consulaire n'avait jamais fonctionné de façon satisfaisante, « parce que les consuls sont trop occupés par ailleurs, qu'ils ne sont ni par profession, ni par entraînement, des hommes de lois proprement dits. »

Des critiques, de même nature, avaient été faites en France, en 1861, par M. Drouin de Lhuys, ministre des Affaires étrangères. Il décrivait en ces termes, dans un rapport officiel, les inconvénients de la juridiction consulaire : « On peut dire que, dans l'état actuel de la législation, les consuls réunissent, comme magistrats, les attributions les plus variées et les plus étendues. Tour à tour, arbitres, juges de paix, juges en matière civile, commerciale, correctionnelle, présidant, à l'occasion, le tribunal maritime, institué par le décret du 24 mars 1882, investis en matières criminelles des pouvoirs attribués en France aux procureurs impériaux et aux juges d'instructions, ils ont vu s'aggraver encore leurs tâches et leurs responsabilités. La procédure sommaire, dont les anciennes ordonnances avaient tracé les règles, s'est compliquée de dispositions nouvelles. »

SECTION II

Inconvénients dus à la réunion, dans les mêmes mains, des fonctions judiciaire et consulaire.

Les fonctions consulaire et judiciaire sont contradictoires. L'attribution principale du consul est de veiller aux intérêts de ses nationaux et il ne doit pas être en même temps juge, puisque le devoir de protéger certaines personnes et l'Administration d'une justice impartiale entre les personnes protégées et leurs adversaires sont inconciliables ; le principe de la séparation des fonctions administrative et judiciaire ne permet pas une pareille pratique. C'est une espèce d'indifférence qui

s'attache à l'exécution de la loi dans un milieu international où les consuls, avant tous administrateurs et dans une certaine mesure, représentants politiques de leur nation sont peu empressés à appliquer à leurs nationaux en face des Chinois ou des autres étrangers les rigueurs de leur législation. Cette observation est surtout exacte pour les tribunaux consulaires proprement dits, c'est-à-dire lorsque le consul en personne exerce les fonctions judiciaires. Appelé à reconnaître que son ressortissant a tort, le consul ne le fait que d'assez mauvaise grâce, s'arrange parfois pour étouffer l'affaire ou n'appliquer que le minimum de la peine. Et l'on connaît, en Chine, des juridictions consulaires devant lesquelles il est superflu de plaider, eût-on pour soi les plus formelles dispositions de la loi applicable, parce qu'elles n'accepteront jamais de donner tort à un de leurs ressortissants en face d'un autre étranger. Les questions d'amour-propre national sont bien connues.

SECTION III

Eloignement des juridictions supérieures

Il est un défaut tellement grave et tellement radical que son existence seule suffit pour affirmer que la justice consulaire en matière civile ou commerciale est un vain mot.

Ce défaut, c'est l'éloignement des degrés supérieurs de juridiction. Nous avons vu que pour la France l'appel est porté à Saïgon ou à Hanoï, suivant la situation des Consulats, et le recours à Paris; pour l'Angleterre, l'appel est porté à Changhaï et au S. M. en Conseil, à Londres; pour les Etats Unis, l'appel est porté à Changhaï et à la Cour de circuit de Californie.

Les parties au procès sont obligés de défendre leurs intérêts devant une Cour d'appel ou une Cour de recours qui se trouve à une distance de plusieurs milliers de lieues du siège de la juridiction de première instance. La conséquence nécessaire est facile à apercevoir: d'abord, un retard dans la solution des procès, qui durent souvent des années, puis des dépenses considérables excédant les res-

sources pécuniaires de bien des personnes qui, pourtant, ont droit à la protection de la justice et qui préfèrent y renoncer, quand elle se présente sous cette forme ruineuse et presque impraticable.

SECTION IV.

La diversité des lois applicables.

Nous savons que, d'après les règles en vigueur, l'action intentée doit être portée devant le juge consulaire qui a la même nationalité que le défendeur. S'il est Anglais, l'affaire ira devant les Cours britanniques; s'il est Français, devant les Cours françaises; s'il est Américain, devant les Cours américaines, etc...

Les mêmes faits considérés par une Cour, comme constituant des infractions et engendrant une action en justice, peuvent être qualifiés, par une autre Cour d'actes n'ayant pas ce caractère. Il en résulte des solutions dissemblables pour des situations identiques. Ainsi, nul ne conteste que des différences de mœurs, de latitude, d'organisation, peuvent créer en Chine des infractions n'offrant aucune analogie avec celles prévues par la législation des pays européens. Si un Chinois commet une infraction qui soit punie par la loi chinoise, il va se voir infliger une sanction. Si, dans le même temps, un Européen commet une infraction identique, il ne subira aucun châtiment, car il échappe à la loi chinoise qui seule sanctionne le fait de la nature considérée. C'est là un résultat un peu choquant et très regrettable et c'est à des inégalités frappantes qu'aboutit le système que nous incrimons.

SECTION V.

Difficultés relatives à l'administration de la preuve.

Un crime a été commis par un Européen à l'intérieur du pays, il doit être sanctionné par la loi nationale du coupable. Mais la poursuite ne peut avoir lieu, d'après les traités, que conformément à la procédure de son pays. Il doit être, par conséquent, remis au Consul le plus proche

pour être puni, et, sauf les restrictions nécessaires, il ne doit pas être maltraité. La compétence des différents Consuls est inégalement déterminée par leur loi consulaire nationale. Ainsi, quand le tribunal consulaire ne peut juger les crimes, mais doit déférer ses justiciables à la juridiction criminelle nationale ou coloniale; il est clair que, d'une part, ce retard favorise grandement les efforts du coupable pour se dérober, soit par la fuite, soit par d'autres moyens, à la rigueur de la loi, et que, d'autre part, l'instruction devant les tribunaux du délinquant est soumise à toutes les difficultés imaginables en ce qui concerne la preuve, les expertises, les témoignages, alors même que l'on recourt le plus largement et le plus rapidement aux commissions rogatoires. Lorsque le criminel est ainsi déplacé pour être jugé dans un lieu éloigné de l'endroit où le crime a été commis, il est évident que les témoignages seront difficilement obtenus ou contrôlés. Si l'infraction a été commise par plusieurs auteurs et qu'il y ait des complices n'ayant pas la même nationalité, des complications se produiront inévitablement. Chacun sera poursuivi devant sa juridiction nationale, dans un lieu plus ou moins éloigné de celui de l'infraction et on peut être porté à croire que parfois ils échappent injustement de toute sanction.

SECTION VI.

L'action du Tribunal sur les témoins étrangers.

Avec le système actuel, la justice consulaire ne possède aucune action sur des témoins ou des plaignants étrangers. Les témoins de nationalités différentes ne relèvent que de leurs autorités nationales. Si, donc la déposition de l'un de ces témoins est requise au sujet d'une infraction, le tribunal ne peut forcer le témoin à comparaître devant lui, parce que ce tribunal constitue une juridiction d'une nationalité différente de celle du témoin. En tout cas, le défaut de comparution ne pourra jamais être sanctionné que par le juge national du témoin défaillant.

SECTION VII.

Les inconvénients en matière civile.

En matière civile, les difficultés sont peut-être plus graves encore et elles paraissent quelquefois insurmontables. En Chine, les contrats interviennent le plus souvent entre personnes de nationalités différentes. Dès lors, voici la difficulté qui s'élève: le demandeur doit assigner le défendeur devant le tribunal de ce dernier, en vertu de la règle « actor sequitur forum rei ». Ce tribunal appliquera naturellement au litige sa loi nationale et fera abstraction de toute autre, de telle sorte que ce ne sera qu'au moment d'un procès qu'on connaîtra la loi qui doit régir le contrat. Qu'on suppose plusieurs défendeurs de nationalités diverses, chacun devra être assigné devant son tribunal propre, que deviendront alors, en présence des juges différents, et de législations dissemblables les règles d'application courante: telle que celles de la solidarité, celles de la faillite, celles concernant les sociétés commerciales ? Il sera, en outre, impossible d'introduire des demandes reconventionnelles, ou d'user du droit d'intervention dans un procès. La certitude du droit et des garanties, qui est nécessaire avant toute chose dans une bonne administration de la justice, n'existe pas systématiquement devant la juridiction consulaire quant aux rapports juridiques et contractuels et quant aux effets qui peuvent en dépendre.

SECTION VIII

Les inconvénients économiques inhérents au système exceptionnel de l'extraterritorialité.

Un autre désavantage, pour la Chine, c'est que les étrangers, sous le couvert de l'extraterritorialité, prétendent être exemptés des taxes locales et accises que les Chinois eux-mêmes sont obligés de payer. L'immunité fiscale des étrangers s'est accentuée du fait des concessions, et surtout de leur transformation en institutions politiques, après avoir été des institutions commerciales.

Outre cela, il y a encore d'autres inconvénients économiques. Par exemple, dans une entreprise quelconque, les associés peuvent être les uns Chinois et les autres étrangers. Dans le cas d'un conflit commercial se produisant entre eux, les associés d'une même entreprise devraient soumettre leur différend à des juridictions différentes. Or, le principe de la porte ouverte est de favoriser la collaboration des capitaux étrangers et de la richesse naturelle de la Chine. Le régime actuel rend évidemment plus difficile cette collaboration. Si l'on veut donc se faire une idée de la façon dont on exerce la juridiction exterritoriale en Chine, cette rapide énumération montre combien ce régime actuel en Chine est défectueux, combien dans certains cas il est tout à fait impuissant à assurer une bonne administration de la justice. L'exterritorialité en Chine est bien ce que le comte de Cavour disait, en 1856, au Congrès de Paris, de la juridiction consulaire dans les pays soumis à la **Porte**, à savoir « une anarchie judiciaire ».

CHAPITRE II

La question de l'abolition de l'exterritorialité en présence des nouvelles institutions que la Chine s'est données.

La juridiction exterritoriale est défectueuse et, à tous les points de vue, inférieure à la juridiction unique de la souveraineté territoriale, du moment où cette souveraineté territoriale possède une organisation judiciaire complète et répondant aux exigences de la communauté générale des nations. Cette situation humiliante, imposée à la Chine, a fini par surexciter et indisposer, une fois de plus, le patriotisme chinois qui était, autrefois, pourtant peu susceptible.

Ayant subi les nombreuses spoliations qui ont suivi la malheureuse guerre sino-japonaise de 1895 et l'insurrection des Boxers en 1908, la Chine commença à comprendre que, devant les périls extérieurs, des réformes s'imposaient sans aucun retard. Il n'est pas dans notre sujet, par suite du cadre restreint de notre étude, de citer toutes les importantes réformes d'ordre divers déjà réalisées depuis le commencement du xx^e siècle. Nous devons néanmoins examiner les institutions nouvelles et le mécanisme de l'organisation judiciaire chinoise.

SECTION I

La Réforme politique et constitutionnelle.

Sous l'ancien régime, l'Empereur était tout puissant. C'était un monarque absolu. Il n'y avait pas d'assemblée élue, de représentants chargés de contrôler ou de parta-

ger l'exercice du pouvoir. Aussi les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire étaient concentrés, en dernière analyse, dans la personne du souverain.

En 1911, notre pays a substitué à cette ancienne autocratie impériale un régime républicain. Depuis 1927, le Gouvernement du Kuomintang s'est puissamment installé à Nankin. Selon les directives de Sun-Yant-Sen, la forme actuelle du Gouvernement National a été déterminée par la loi organique du 4 octobre 1928, qui attribue le pouvoir suprême à un Conseil de Gouvernement nommé par le Kuomintang, dont le président est le président du Gouvernement National et qui remplit les fonctions de chef d'Etat. Cinq Comités suprêmes (Yuan) constituent le pouvoir central, ce sont : le Comité exécutif, le Comité législatif et le Comité judiciaire, le Comité de contrôle et le Comité d'examen.

Tous les ministères et les administrations publiques relèvent du Comité exécutif. Les ministères sont au nombre de onze : Affaires étrangères, Intérieur, Finances, Education, Commerce et Industrie, Communications, Défense nationale, Hygiène publique, Agriculture et Mines, Chemins de fer.

Le régime établi en Chine par le Kuomintang n'est pas une dictature, mais une direction. Voulant créer un Etat moderne, le docteur Sun trouva qu'il était nécessaire de distinguer le Droit et le Pouvoir. Le premier, qui a un quadruple aspect, est l'apanage du peuple : droits de vote, de révocation, d'initiative, de veto. La formule garantissant les droits du peuple doit être définitivement inscrite dans la constitution, laquelle est basée sur la séparation de cinq pouvoirs : pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire, d'examen et de contrôle. Le Gouvernement représentatif, qui dirige les affaires de l'Etat, est contrôlé directement par le peuple.

Pour réaliser ce mécanisme démocratique, il fallait un organisme « moteur » : un parti, c'est alors que le docteur Sun a fondé le Kuomintang. Il ne veut avoir qu'une directive en Chine pour l'organisation, non une dictature. Car, lors d'une révolution, il faut un gouvernement fort

et puissant pour rétablir l'équilibre du pays ; d'ailleurs, l'histoire universelle nous en montre de nombreux exemples. Si la Révolution nationale réussit en Chine par le Kuomintang, le peuple chinois jouira des quatre droits des citoyens, et la Chine alors deviendra un Etat moderne, comme le rêvait le docteur Sun. Son idéal était encore « le Tatonisme » ou l'internationalisme, qui a pour but la prospérité et la paix mondiales. La doctrine du « Tatonisme » a été créée par Confucius, dont le docteur Sun prétendait être le disciple.

SECTION II

La réforme de la législation.

La science des lois ne fut que très tardivement à l'honneur en Chine, mais la notion de gouvernement par les lois naquit de très bonne heure. Car après la décadence de la politique patriarcale, les gouvernements furent obligés de gouverner le peuple par les lois. Pour les anciens, ce qu'on appelle la loi, en langage chinois — ou droit, règle, modèle, moyen permanent — possède une signification à peu près identique à celle de châtiment ou de peine, ainsi le Yi King (un classique) dit : « L'avantage qu'il y a à châtier les hommes, c'est d'appliquer la loi ». Et, à la vérité, la Chine, dès les temps immémoriaux, n'a senti d'autre nécessité que celle d'édicter des textes de droit pénal, parce qu'il faut bien mettre le peuple au courant des sanctions qui frappent les violations de loi naturelle, lorsqu'elles mettent en péril la famille et le prince.

Sous la dynastie des T'sing, qui précède immédiatement la République, notre pays était régi par un code appelé Ta-T'sing-Tin-Lée, mis en vigueur en l'an 1644 de l'ère chrétienne. Ce code contient principalement les lois pénales et civiles ; il traite aussi des autres branches, du droit indirectement et accidentellement, et fournit une instruction assez précise sur l'administration, les affaires miliaires, les revenus et les travaux publics, ainsi que sur les institutions et les règles à suivre concer-

nant le cérémonial. Rédigé sur la base de nos anciens codes, le Ta-Tsin-Tin-Lee a, de ce fait, son origine dans le temps les plus reculés de l'antiquité. C'est pourquoi on y trouve des cas embarrassants qui sont parfois inapplicables à l'ordre des choses existant aujourd'hui.

Dès le début du xx^e siècle, notre pays, réveillé, entra franchement dans la voie de la transformation. En 1904, l'Empereur avait sanctionné un projet de code de commerce que lui avait soumis le prince Tsai-Chen Yuan-Chi Kai et Wu-Ting-Fang. En 1906, un bureau de codification avait été établi qui, dans l'espace de quelques mois, publia, en trente volumes, la traduction des principales lois étrangères, et prépara un code criminel, un code civil, un code de procédure criminelle, un code de procédure civile des lois sur la banqueroute, les mines, la presse, la transformation, la nationalité, etc. Le 7 février 1900, une loi sur l'organisation judiciaire était rendue, qui établissait la base et le fonctionnement de nos tribunaux modernes.

Cette œuvre a été complétée et améliorée dans une large mesure par la République chinoise. Tout d'abord, un règlement ministériel, du 17 mars 1912, réglemente l'exercice de la profession d'avocat, en vue de l'entourer de garanties sérieuses, d'honorabilité et de compétence. Puis, le 30 du même mois, le code criminel préparé sous l'Empire, mais modifié sur quelques points, était mis provisoirement en vigueur ; ce code, qui ne comptait pas moins de 411 articles et s'inspirait des idées adoptées par les nations les plus avancées. L'année 1913 marqua de nouveaux progrès ; un règlement du 28 janvier créa les Cours d'arbitrage en matière commerciale et des règles des 28 janvier et 1^{er} décembre reformèrent, de la façon la plus heureuse, le système pénitentiaire. En 1914 et en 1915, une ordonnance sur les sociétés commerciales fut rendue et les amendements modifièrent sur plusieurs points, pour les améliorer, le code criminel et la loi sur l'organisation judiciaire. En 1918, le Bureau de codification était renforcé, sous la direction de l'éminent juriste, le docteur Wang Tsong-Wei, notre ancien ministre de la

justice, et avec la précieuse collaboration du distingué conseiller français, M. Padoux. En même temps, il recevait la mission de reviser les projets de codes existants et de les faire promulguer dans un bref délai.

Grâce à des contacts étroits entre la Chine et les puissances étrangères, l'assimilation des conceptions juridiques de l'Occident, par les juristes chinois et l'adoption dans la jurisprudence chinoise des principes juridiques occidentaux, ont fait de rapides progrès. A la suite de l'établissement du Gouvernement National, cette œuvre a été encore poursuivie et complétée. S'ajoutant aux nombreux codes et lois actuellement en vigueur, le code civil et le code de commerce sont arrivés au final de leur confection et sont déjà promulgués par le Gouvernement National.

Voici les dates de promulgation des lois :

1° Code Pénal :

Promulgué le 10 mars 1928, entré en vigueur le 1^{er} septembre 1928 ;

2° Code Civil :

Livre I. — Des principes généraux : promulgué le 23 mai 1929, entré en vigueur le 10 octobre 1929 ;

Livre II. — Des obligations : promulgué le 22 novembre 1929, entré en vigueur le 5 mai 1930 ;

Livre III. — Des droits réels : promulgué le 30 novembre 1929, entré en vigueur le 5 mai 1930 ;

Livre IV. — De la famille : promulgué le 26 décembre 1930, entré en vigueur le 5 mai 1931 ;

Livre V. — Des successions : promulgué le 26 décembre 1930, entré en vigueur le 5 mai 1931 ;

3° Loi sur la marque de fabrique : promulguée le 6 mai 1930 ;

4° Loi sur les effets de commerce : promulguée le 30 octobre 1929 ;

5° Loi sur les sociétés commerciales : promulguée le 26 décembre 1929 ;

6° Loi sur le commerce maritime : promulguée le 30 décembre 1929 ;

- 7° Loi sur le mouillage : promulguée le 4 décembre 1930 ,
- 8° Loi sur les assurances : promulguée le 30 décembre 1929 ;
- 9° Loi sur les opérations de Bourse : promulguée le 3 octobre 1929 ;
- 10° Loi sur les Chambres de Commerce : promulguée le 3 mars 1930 ;
- 11° Loi sur les opérations de banque : promulguée le 28 mars 1931 ;
- 12° Code de procédure civile : promulgué le 26 décembre 1930 ;
- 13° Loi sur les syndicats ouvriers : promulguée le 21 octobre 1929 ;
- 14° Code agraire : promulgué le 30 juin 1930.

SECTION III

La réforme de l'organisation judiciaire.

La Chine possède un système judiciaire remontant à la plus haute antiquité. Déjà sous la dynastie de Niao (2573 avant J.-C.), le grand juge Kao-Yao était réputé par la lucidité de son intelligence et sa haute probité. Nombreux sont les monuments juridiques qui nous sont parvenus: parmi eux, le Code de la dynastie des Tong (VIII^e siècle après J.-C.) mérite une place à part, grâce à l'esprit méthodique et scientifique qui l'anime. Malheureusement, la concentration, sur la même tête, des fonctions d'administration et de juge, constituait une entrave au progrès. D'autre part, la sévérité des châtiments, l'emploi de codes surannés, la diversité des coutumes avaient, comme conséquence, une mauvaise administration de la justice, que le peuple chinois ne supportait qu'avec beaucoup de peine et d'impatience. Dès le début du XX^e siècle, la Chine nouvelle entre franchement dans la voie de la réforme judiciaire.

L'histoire des tribunaux de la République Chinoise commence avec la création de la juridiction indépendante à la fin de la dernière décadence de la dynastie des

Tsing. Le début de la réforme fut marquée, en 1905, par l'affaire mémorable de l'envoi de cinq commissaires par l'Empereur Kouang Sin en Europe et en Amérique pour y étudier et y examiner les systèmes politiques et judiciaires. L'un des commissaires fut M. Tai Hoog Tze, alors ministre de la justice, et c'est grâce à lui qu'une nouvelle phase fut instaurée dans notre histoire judiciaire. M. Tai proposa de mettre en pratique le nouveau système judiciaire dans toutes les provinces, en prenant Pékin comme point de départ. La réforme judiciaire en Chine est l'œuvre d'une loi du 7 février 1910, qui fixe les fondements et le fonctionnement des tribunaux modernes et qui peut être considérée comme le véritable code de l'organisation judiciaire. Voici les principes généraux consacrés par cette loi :

I. Hiérarchie judiciaire :

En vertu de la loi sur l'organisation judiciaire, trois classes de tribunaux modernes ont été établies : tribunaux de district, tribunaux supérieurs et Cour suprême (1).

Dans chaque district, il doit y avoir un tribunal de district (ti fan chen pan ting), dont la place dans l'échelle hiérarchique judiciaire correspond au tribunal d'arrondissement en France. Pour des raisons budgétaires, les tribunaux de district n'ont pas encore été établis d'une façon générale.

Dans la capitale de chaque province, il existe un tribunal supérieur (Koo teng chen pan king), qui correspond à la Cour d'appel en France. Les tribunaux supérieurs sont

(1) Avant l'an 3 (1914) de la République, il existait une quatrième classe de tribunaux : tribunaux locaux dont la compétence se rapprochait de celle de juges de paix en France. A cette date, ils ont été supprimés pour des raisons financières, et leurs attributions ont été transférées à la Chambre spéciale des tribunaux de district situés dans les mêmes localités que les tribunaux locaux.

beaucoup plus généralisés que les tribunaux de district. Ils sont établis dans toutes les provinces.

A la tête de la hiérarchie, se trouve, à Nankin (autrefois à Pékin) une Cour suprême qui a pour mission d'accepter tous les recours intentés contre les jugements rendus par les tribunaux inférieurs et dont la juridiction s'étend aux limites de l'Etat tout entier. Etant donné l'étendue du territoire chinois et la difficulté des communications, la loi, dans l'intérêt des justiciables, a prévu l'établissement de section de la Cour suprême au sein des tribunaux supérieurs des provinces, lorsque celles-ci sont très éloignées de la capitale ou lorsque les communications de ces provinces avec la capitale sont difficiles.

Il est établi, auprès de la Cour suprême et près de chaque tribunal, un Parquet correspondant. C'est ainsi que nous trouvons, auprès de la Cour suprême, le Parquet général, composé d'un procureur général et de deux ou plusieurs procureurs ; auprès du tribunal supérieur, le Parquet supérieur, composé d'un procureur en chef et de deux ou plusieurs procureurs ; auprès du tribunal de district, le Parquet de district, composé d'un procureur en chef et de deux ou plusieurs procureurs. Des sections du Parquet général, des Parquets supérieurs et des Parquets de districts peuvent être établis auprès de chaque section de la Cour suprême, de chaque tribunal supérieur et de chaque tribunal de district.

II. — *Permanence des juridictions civiles et criminelles :*

Les juridictions civiles et criminelles sont permanentes et sédentaires. Elles sont permanentes en ce sens que la justice s'y administre sans interruption. Ce principe ne souffre que deux exceptions : 1° les trois premiers jours de l'année sont des jours de repos pour les magistrats, à moins qu'il n'y ait des affaires urgentes à juger (circulaire du Ministre de la Justice du 21 décembre 1912) ; 2° les tribunaux sont fermés les jours de fêtes légales. Les vacances judiciaires durent deux mois, du 1^{er} juillet à fin août ; pendant ces deux mois, les tribunaux ne fonctionnent que de huit heures et demie à midi.

Les tribunaux sont sédentaires, parce qu'ils sont permanents et que leur ambulance serait incompatible avec une activité continue. Les juges doivent toujours être au service des justiciables et, avec l'ambulance, il est impossible que le cours de la justice ne soit pas par moments interrompu. Il résulte du principe que les tribunaux sont sédentaires, qu'ils ne peuvent siéger qu'au chef-lieu de leur circonscription territoriale et dans les locaux qui leur sont affectés.

III. — *Collégialité des juges :*

Les tribunaux se composent presque tous de plusieurs juges et ne peuvent juger valablement que si un certain nombre d'entre eux ont pris part au jugement. D'après la loi sur l'organisation judiciaire, la juridiction de la Cour suprême est exercée par cinq juges siégeant conjointement. La juridiction des tribunaux supérieurs est exercée par trois juges et, lorsque le tribunal supérieur siège comme tribunal d'appel définitif, il est loisible au président du tribunal de porter le nombre des juges à cinq. Il n'y a que la juridiction des tribunaux de district qui est exercée tantôt par un juge unique, tantôt par trois juges, suivant les affaires qui doivent être jugées.

IV. — *Unité de la juridiction civile et de la juridiction criminelle :*

L'unité de la juridiction civile et de la juridiction criminelle est un principe général de notre organisation judiciaire. Elle existe à tous les degrés de la hiérarchie judiciaire. Ainsi, d'après la loi sur l'organisation judiciaire, la compétence des tribunaux est à la fois civile et criminelle. Dans les tribunaux de district, composés de trois organismes distincts : chambres, juges uniques et chambres des affaires sommaires. L'unité existe en ce sens que les chambres sont au moins au nombre de deux, l'une civile, l'autre criminelle, les juges uniques aussi : l'un chargé d'affaires civiles, l'autre d'affaires criminelles, la chambre des affaires sommaires également composée d'un juge civil et d'un juge criminel. Les tribunaux supérieurs ont leurs chambres civiles et

leurs chambres criminelles pour exercer leur juridiction soit en matière civile, soit en matière criminelle. Enfin, la Cour suprême connaît de la revision des affaires tant civiles que criminelles.

V. — *Inamovibilité des Magistrats :*

L'inamovibilité de la magistrature est prévue par la loi sur l'organisation judiciaire, d'après laquelle les magistrats jugent en toute indépendance; ils ne subissent pas l'immixtion de l'autorité supérieure. Les magistrats en fonction ne peuvent voir leur traitement diminuer et ne peuvent être changés de fonctions; ils ne peuvent être privés de leurs fonctions que dans les cas spécialement visés par la loi, à la suite d'une condamnation spéciale ou disciplinaire. Nos magistrats sont aussi placés dans une situation tout à fait indépendante. Ils trouvent, dans leur indépendance, le courage de résister aux sollicitations et aux menaces, d'où qu'elles puissent venir, de frapper tous les coupables, si haut qu'ils soient placés, et de n'écouter jamais d'autres voix que celle de leur conscience.

VI. — *Publicité et gratuité :*

La publicité est assurée par notre loi sur l'organisation judiciaire; les débats sont publics, sauf dans les cas où cette publicité présenterait un danger pour la paix ou le bon ordre public. Le tribunal a le droit, dans cette hypothèse, d'ordonner le huis-clos; mais, même dans ce cas, les jugements sont toujours rendus en audience publique et toute personne peut en demander copie au greffier du tribunal. D'autre part, les décisions de la Cour de cassation sont intégralement et régulièrement publiées en fascicules séparés pour faciliter les recherches des hommes de loi. La gratuité est absolue, sauf pour les affaires civiles, à l'occasion desquelles il est perçu, au profit de l'Etat, un droit de timbre proportionnel au chiffre de la demande, suivant un barème fixé par la loi.

VII. — *Choix des magistrats.*

Il ne suffit pas, pour assurer une bonne administration la justice, d'avoir de bonnes lois, des tribunaux et des

procédures modernes, il faut encore pourvoir le pays d'un personnel judiciaire digne de la confiance publique. Mencius dit : « La loi ne s'exécute pas ». Cela veut dire qu'il doit y avoir des hommes de valeur pour l'appliquer. En réalité, la loi n'est qu'un écrit et bonne ou mauvaise en soi sa qualité dépend toujours de celui qui l'applique. Sans hommes de conscience et d'équité, une très bonne loi n'est que lettre morte. Depuis l'établissement de la République, le Gouvernement a constamment porté toute son attention sur ce point, il s'est occupé toujours d'améliorer le recrutement du personnel judiciaire, en lui assurant à la fois la capacité et l'honorabilité.

En vertu de la loi sur l'organisation judiciaire, le recrutement du personnel judiciaire s'effectue au moyen de concours, qui sont au nombre de deux. Nul ne peut concourir s'il ne possède un diplôme de droit, qui lui est délivré après trois ans d'études. Les candidats qui ont passé avec succès le premier concours doivent être attachés pendant deux ans comme stagiaires à un tribunal ou à un parquet de district; à l'expiration de cette période de stage, un autre concours a lieu, et ceux qui ont satisfait aux épreuves qu'il comporte, peuvent être nommés juges ou procureurs surnuméraires à un tribunal ou à un parquet de district.

En fait, dans nos tribunaux modernes, les juges et les procureurs possèdent généralement une science juridique suffisante; la plupart d'entre eux sont, d'ailleurs, des diplômés des Universités étrangères. Ils sont généralement à la hauteur de la tâche qui leur incombe et sont capables d'appliquer avec intelligence et impartialité les lois.

SECTION IV.

La réforme pénitentiaire.

La réforme pénitentiaire en Chine a commencé à la même époque que la réforme judiciaire. Au moment où élabore des lois nouvelles, où l'on institue des tribunaux modernes, la nécessité d'établir des prisons modernes se

fait sentir. C'est ainsi que, dès l'année 1906, une direction pénitentiaire fut créée au Ministère de la Justice, avec mission de préparer et de réaliser la réforme désirée.

L'Administration centrale se trouve aux mains de la direction pénitentiaire du Ministère de la Justice. L'Administration locale est confiée au Procureur général du tribunal supérieur de chaque province. L'Administration intérieure de chaque prison est placée sous l'autorité d'un directeur nommé d'après les mêmes règles que les autres.

Les prisons modernes sont construites sur le modèle des prisons occidentales. Elles peuvent contenir de 200 à 1.000 détenus. Les femmes et les jeunes détenus au-dessous de dix-huit ans et les malades occupent des quartiers séparés.

Le système d'emprisonnement est, en principe, le système cellulaire.

Dans les prisons modernes de la Chine, l'idée réformatrice domine. C'est ainsi qu'une triple éducation est donnée aux détenus : éducation morale, intellectuelle et physique.

L'éducation morale est assurée par l'instituteur de trois manières différentes : en commun, par groupes ou individuellement. L'éducation morale est donnée à tous indistinctement. Au contraire, l'instruction n'est obligatoire que pour les détenus au-dessous de dix-huit ans ; le programme d'études est celui de l'école primaire. Les élèves sont obligés de suivre la classe quatre heures par jour. Dans plusieurs prisons, comme celles de Pékin et de Nankin, il a été aussi établi des classes facultatives pour les adultes, d'une durée de deux heures. Ajoutons que les détenus peuvent, avec la permission du directeur, obtenir des prêts de livres de la bibliothèque de la prison. Il est également donné à tous une éducation physique. Dans ce but, les détenus sont astreints tous les jours à des exercices pendant une demi-heure.

Le travail est la méthode réformatrice par excellence. Aussi, le Ministre de la Justice a-t-il porté une attention spéciale sur cette matière. Le travail est obligatoire pour tous les détenus (les malades exceptés). A cet effet, ils sont

classés selon leur âge, leur sexe, leur profession et leur genre de vie.

En dehors de l'idée reformation, les deux traits essentiels qui dominent les systèmes pénitentiaires modernes sont la salubrité des prisons et l'observation des règles d'humanité à l'égard des détenus.

La salubrité des prisons consiste en une stricte observation des règles de l'hygiène, tant en ce qui a trait aux logements et aux vêtements des détenus, qu'en ce qui touche leur couchage et leur alimentation.

L'humanité se manifeste par la prohibition formelle des tortures de l'ancien régime, sous réserve de se conformer aux règles d'une discipline dont la nécessité est évidente, les détenus jouissant de quelques libertés, notamment au point de vue des visites, de la correspondance. Ils peuvent recevoir la visite de leur famille une fois par mois. Les détenus qui se sont particulièrement signalés par leur repentir et leur bonne conduite peuvent faire l'objet d'une mesure de grâce ou de libération conditionnelle. La grâce est octroyée par un décret du Président de la République rendu sur le rapport du Ministère de la Justice, après avis favorable et détaillé du directeur de la prison.

SECTION V

Garanties pour les étrangers.

Signalons d'abord que le principe de la séparation des pouvoirs est consacré par la nouvelle constitution chinoise (loi organique du 4 octobre 1928). Il en résulte que les magistrats de l'ordre judiciaire doivent jouir d'une indépendance complète et d'une protection pleine et entière, les mettant à l'abri dans l'accomplissement de leurs fonctions, de toutes immixtion des pouvoirs législatif ou administratif.

Il ne suffit pas, pour donner confiance aux étrangers résidant en Chine, d'avoir une administration judiciaire d'une valeur équivalente à celle qui existe dans les pays d'Europe et d'Amérique ; il faut surtout que la vie et les

biens des étrangers soient protégés. C'est ce qu'a fait le décret du Gouvernement National relatif à la protection des étrangers (16 mars 1928). Voici le décret :

« Nous avons constaté que la protection de la vie et des biens des étrangers est un devoir pour l'Etat. Le Gouvernement National a, d'ailleurs, souvent donné l'ordre de protéger les étrangers en Chine ; quoique l'ordre règne dans le pays, il est difficile d'affirmer que personne n'y fomentera des troubles en secret. Nous donnons donc ordre aux fonctionnaires militaires et civils de toutes les provinces de prescrire à leurs subordonnés des recherches sérieuses. S'ils découvrent des actes de malfaiteurs, ils doivent les réprimer effectivement. Nous avons le très vif désir que nos nationaux et les étrangers soient tous en sûreté. »

L'article 3 du règlement provisoire, concernant la période transitoire entre l'abolition des anciens traités entre la Chine et les puissances et la conclusion de nouveaux traités (9 juillet 1928), affirme, de nouveau, que « la vie et les biens des étrangers en Chine devront bénéficier de la protection du Droit chinois. »

L'article 2 du même règlement prévoit que « les diplomates et les consuls des pays étrangers résidant en Chine devront être traités suivant les règles du droit international public ». Les garanties, ainsi instituées, peuvent supporter l'examen des jurisconsultes de tous les Etats et cet examen leur donnera la conviction que la législation chinoise, même dans ces textes encore provisoires, a été conçu dans le sens le plus libéral à l'égard des étrangers et qu'elle a mis tous les progrès réalisés à l'heure actuelle dans la science du droit.

Elle assure aux étrangers en Chine la jouissance de tous les droits accordés aux Chinois dans les pays d'Occident.

D'ailleurs, la Chine s'était enfoncée, à maintes reprises, de toutes sortes : politique, administrative, judiciaire, etc. Elle a réalisé notamment, dans le domaine judiciaire, des transformations et des progrès considérables qui méritent d'être remarqués par l'Occident.

M. Jean Escarra, dans son « Le Problème d'exterritorialité en Chine », écrit :

« La première condition de la restitution à la Chine de la souveraineté juridictionnelle serait l'existence d'une organisation judiciaire complète, offrant des garanties semblables à celles qu'on donne dans les Etats occidentaux. A ce point de vue, il n'est pas douteux que la Chine a réalisé quelques progrès. Elle possède un certain nombre de juridictions modernes fonctionnant suivant une procédure moderne et, à en juger par les décisions rendues dans ces dernières années, capables de résoudre avec bon sens, équité, et même quelque science du droit, la plupart des difficultés juridiques courantes. »

De plus, on constate que, malgré les difficultés de toutes sortes soulevées dans nos conditions intérieures, l'organisation judiciaire a toujours bien fonctionné, sans interruption. Il faut noter aussi que les étrangers ont été satisfaits des jugements rendus par les tribunaux modernes, et l'augmentation des affaires de cette catégorie est une preuve manifeste de la confiance que les étrangers témoignent à la juridiction moderne.

CONCLUSION

La Chine, aujourd'hui, n'est plus la Chine d'autrefois. Elle s'est transformée. Depuis que nombre d'événements malheureux se sont produits en Chine, s'ajoutant dès le début du xx^e siècle, aux précédents (guerre contre le Japon, insurrection des Boxers, etc.), le mouvement réformiste s'en fait jour, le sentiment national s'est éveillé, la mentalité chinoise s'est modifiée. L'idée de libération et d'indépendance a pris corps dans l'esprit de la génération nouvelle, qui sait, par les paroles et les écrits d'une nombreuse élite, que la Chine, pour devenir l'égale des nations avancées, et par conséquent pour supprimer tous les droits et privilèges accordés sous l'ancien régime aux étrangers, ne doit plus demeurer indifférente, comme autrefois, aux institutions européennes et aux civilisations modernes.

Le mouvement déclenché, et qui ne saurait être arrêté, repose donc sur un droit à l'égalité. La Chine ne demande qu'une chose : être traitée comme un autre pays. Il n'y a là aucune xénophobie. La nation chinoise se trouve ainsi définitivement engagée dans la voie des transformations. Elle s'est transformée dans l'organisation politique et dans le domaine législatif. Quant aux résultats de la réforme de l'organisation judiciaire, l'opinion unanime du pays est que la justice moderne est infiniment supérieure à la justice de l'ancien régime. Tout le monde est d'accord pour rendre hommage à l'intégrité

du personnel judiciaire et l'équité dont sont empreintes ses décisions. Ce ne sont pas seulement les justiciables chinois, qui reconnaissent en toute sincérité les bienfaits des tribunaux modernes, mais encore les citoyens étrangers. Ceux-ci ont été satisfaits des jugements rendus par les Cours modernes, et l'augmentation des affaires de cette catégorie est une preuve manifeste de la confiance que les étrangers témoignent à la nouvelle juridiction. La réforme pénitentiaire est en bonne voie. Ceux qui ont eu l'occasion de visiter les prisons modernes de notre pays ne peuvent s'empêcher de constater le progrès considérable qui a été réalisé dans ce domaine depuis quelques années. Des progrès ont été également effectués en d'autres matières

Non seulement dans le domaine de la législation moderne, mais aussi dans celui du droit international, la Chine s'est haussée au niveau des Etats les plus policés. Elle a adhéré, le 29 juin 1904, à la Convention de Genève du 23 août 1864, sur le sort des militaires blessés et malades, et signé celle du 6 juillet 1906 ; en 1914, elle est devenue partie contractante de la Convention postale universelle de Rome du 26 mai 1906. Elle n'a pas hésité, en 1899 et en 1907, à participer aux deux Conférences de la Paix de la Haye, et elle a donné sa ratification et son adhésion à leurs résolutions, respectivement en 1904 et 1907 et en 1909, 1910 et 1911.

La grande guerre de 1914-1919 a fourni à la Chine une occasion excellente de montrer au monde ses sentiments à l'égard du droit international. Le 14 août 1917, soucieuse de défendre la liberté et la justice, elle est entrée dans la guerre, aux côtés de l'Entente, contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Depuis, Allemands, Autrichiens, Hongrois, Russes (après la Révolution) ont perdu, successivement, leurs privilèges. Sur ces Occidentaux qui, en 1901, imposaient encore à la Chine la signature du Protocole des Boxers, la Chine a repris les droits d'un Etat souverain : pour eux, plus d'exterritorialité juridictionnelle, plus de concessions. Tout en refusant de signer le traité de Versail-

les, la Chine a, par ailleurs, signé le traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, ce qui l'a fait entrer dans le Pacte de la Société des Nations incorporé dans ce dernier traité.

La Chine présente les conditions nécessaires pour être admise sur le pied de l'égalité dans la communauté générale du droit international. Elle arrive à un état de civilisation tel, qu'elle reconnaît et pratique les principes du droit devenus communs aux nations civilisées. Les faits qui ont été à la base des dispositions des « traités inégaux » touchant l'exterritorialité juridictionnelle se sont modifiés de telle manière, que les conventions internationales, qui n'ont eu autrefois leur raison d'être que dans ces faits, sont aujourd'hui sans fondement. Durant plus de quatre-vingts ans, la Chine a été liée par le système de l'exterritorialité, lequel a empêché le Gouvernement chinois d'exercer son pouvoir juridictionnel sur les étrangers résidant sur son territoire. Cette juridiction, qui a duré assez longtemps, ne saurait subsister plus longtemps.

Le Gouvernement chinois a arrêté les directives de sa politique extérieure, qui consiste à obtenir des puissances, qui ont sur la Chine l'emprise la plus complète, la revision des traités qui ont organisé ce régime : les « fameux traités inégaux ». Cette politique, fondée sur l'application de la règle *Rebus sic stantibus*, est, en réalité, issue des principes wilsoniens du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En effet, la revision d'un traité n'entraîne pas forcément une rupture entre les puissances intéressées, tandis qu'elle peut, quelquefois, aider à des relations plus cordiales. Du reste, cette règle fut de nouveau confirmée par le pacte de S. D. N., dans l'article 19. « L'assemblée peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des stipulations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ».

Conformément à cette règle, en 1928, avec douze pays étrangers, la Chine a signé des traités préliminaires sur

la base de l'égalité. Sur ces douze traités, cinq (la Belgique, l'Italie, le Danemark, le Portugal et l'Espagne) ont renoncé à l'exterritorialité à partir du 1^{er} janvier 1930, sous certaines conditions ; tous ont accordé à la Chine l'autonomie douanière.

L'exterritorialité n'est pas un problème diplomatique ordinaire. Il touche à la vie du peuple chinois par tant de points intimes qu'il doit être considéré, par le Gouvernement chinois, comme étant plutôt une question d'ordre intérieur. C'est pour cette raison que le Gouvernement chinois a, pratiquement, diminué ou annihilé les privilèges d'exterritorialité, comme nous l'avons vu, par des mesures unilatérales. Nous pouvons avoir le ferme espoir que les puissances donneront satisfaction à notre ardent et vif désir de voir disparaître toutes ces inégalités d'ordre judiciaire qui existent actuellement sur notre territoire entre étrangers et nous-mêmes.

D'ailleurs, la Chine ne serait pas seule à bénéficier de la suppression de l'exterritorialité, puisque les puissances étrangères, elles aussi, verraient, par l'institution d'une juridiction unique, disparaître les inconvénients pratiques et les conséquences fâcheuses inhérents au système exceptionnel de cette juridiction.

De plus, l'exterritorialité juridictionnelle est le principal obstacle à ce que des étrangers et des Chinois associent leurs capitaux en vue d'entreprises d'intérêt commun et général pour le développement du commerce et de l'industrie. Ainsi, l'abolition de cette juridiction et une application plus générale des lois du pays par les tribunaux nationaux faciliteraient l'administration du pays ; c'est le peuple chinois lui-même qui pousserait son Gouvernement à ouvrir le pays tout entier au commerce et à la résidence des étrangers.

L'avenir de cette question de l'abolition de l'exterritorialité dépendra de l'évolution de la Chine. Il est à souhaiter que, par une nouvelle et intelligente orientation politique, basée sur des sentiments d'équité, les puissances négocient avec la Chine pour abolir ces privilèges

inégaux détestés, à juste titre, par les Chinois et les remplacer par de nouveaux traités sur le pied d'égalité, afin que la collaboration de l'Occident et de l'Orient aide au progrès de la civilisation, au lieu de causer une nouvelle catastrophe mondiale.

Vu :

Nancy, le 21 mars 1932.

Le Doyen,

F. SENN.

Vu :

Nancy, le 14 mars 1932.

Le Président de la Thèse,

LALOUEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 22 mars 1932.

Le Recteur de l'Académie de Nancy,

L. BRUNTZ.

Président du Conseil de l'Université.

BIBLIOGRAPHIE

1* Ouvrages de politique et de droit.

BAUDEZ. — « Essai sur la condition juridique des Etrangers en Chine ». Thèse, Paris 1913.

P. FOUCHILLE. — « Traité de Droit international Public », 4 vol., Paris 1926.

HALL. — « A Treatise in International Law », 7^e et éd. 1923.

W. W. WILLOUGHBY. — « Foreign Rights and Interests in China ». Baltimore. The John Hopkins, Press 1920.

LIN-YAIN. — « Histoire diplomatique contemporaine de la Chine ». Pacific Océan Presse, Chang-Haï 1925.

George SOULIE de MORANT. — « Exterritorialité et Intérêts Etrangers en Chine », Paris 1925.

Z. K. WOO. — « A Short Study of Exterritoriality », the commercial, Press Shang-Haï 1929.

H. CORDIER. — « Histoire des relations de la Chine avec les Puissances Occidentales », Paris 1902.

— « La France en Chine au XVIII^e siècle ».

— « L'Expédition de Chine de 1857-1858 »

TYAU (I. Z.) — « The Legal Obligations Arising out of Treaty Relations between China and Others States », Shang-Haï.

CHOW-SAOS-YE. — « Histoire de la Conférence de Washington Shang-Haï China », Press 1925.

SIN-GUNG-CHENG. — « Modern China », Oxford Clarendon, Presse 1919.

YEN-TSINE-KEWN. — « Le Régime des Capitulations et la Réforme Judiciaire en Chine », Thèse Paris 1920.

Jean ESCARRA. — « La Chine et le Droit International, Paris 1931.

KAO (V. K. Wellington). — « Status of aliens in China », Columbia Union Press 1912.

TCHANG-TING-HAN. — « Etude sur les Traités inégaux de la Chine », Chang-Haï 1927.

TCHI-SAO-FENG. — « La Chine sous l'Impérialisme », Chang-Haï 1925.

SIN-TCHE-PING. — « L'Organisation Judiciaire de la Chine », Thèse Grenoble 1927.

ESCARRA. — « The Extraterritoriality Problem » (éd. fr.).

ISIEN-IAI. — « La Réforme Judiciaire en Chine », Revue politique et parlementaire, Juin 1919.

LEE IENG HWE. — « Vital Factor in China's Problems, The Commercial », Press Chang-Haï 1931.

LAPRADELLE (de). — « La Question Chinoise », Revue générale de droit international, publ. T. IV, p. 49 et 50).

Y. RIOCHE. — « Les Juridictions consulaires anglaises dans les Pays d'Orient », Thèse Paris 1904.

W. TONDON. — « Les Cours mixtes en Chine », nouvelle revue pratique de droit international privé, 1912.

FERGUSON. — « Les Réformes Judiciaires en Chine et dans le royaume du Siam », revue de droit international et de législation comparée, 1890.

SUN-YAT-SEN. — « La Constitution des Cinq Pouvoirs ».

— — « Les Principes fondamentaux de la Re-
constitution nationale ».

WONG-CHING-WAI. — « La Chine et les Nations », trad. française de M. E. Heywood, Paris 1928.

HSIA (Ching-Lin). — « Studiès in chinèse Diplomatic History », Chang-Haï 1925.

MORS (H. B. — « The International Relations of the Chinese Empire », 3 vol., London 1910.

MAC MAIR (H.F.). — « China's International Relations and otheres Essays », Chang-Haï 1926.

MAC MAIR (H. F.). — « China's new Nationalisme and otheres Essays », Chang-Haï 1926.

2° Textes et Documents.

Louis le MUR. — « Recueil de Textes de Droit International », Public. Paris 1928.

MAC-MARRAY. — « Treaties and Agreements With and Concerning China », 2 vol. 1921.

« The Maritime Custons Treaties Conventions, etc. », 2 vol. Chang-Haï 1917.

« Recueil complet des Traités Internationaux », éd. par la Commercial Press, 5 édit. 1928, Chang-Haï.

« Délégation Chinoise à la Conférence de la Paix. — Questions à résoudre soumises par la Chine à la Conférence », Paris 1919.

« Rapport de la Commission de l'Exterritorialité », Pékin 1919

« La Loi organique du Gouvernement Chinois », 4 oct. 1928.

SINO Foreign Treaties 1928. — « Published by the Intelligence and Publicity Département Ministry of Foreign affaire national Gouvernement ».

« Journal officiel du Conseil législatif », Imprimerie Nationale, Nankin.

« Land Regulations and By-Law of the Foreign settlement of Chang-Haï noth of Yang-King-Pang ».

« Le Règlement de la Cour provisoire » (Lin che fa yuan), du 31 août 1926.

- « Règlement provisoire concernant la période transitoire entre l'abolition des anciens traités entre la Chine et les Puissances, et la conclusion des nouveaux traités (9 juillet 1928) »
 - « Règlement concernant la suppression des bureaux des commissions aux Affaires étrangères (12 août 1929) ».
 - « Décret du Gouvernement National sur l'abolition de l'exterritorialité (28 décembre 1929) ».
 - « Accord et échange de notes relatif aux tribunaux de la Concession Internationale de Shang-Haï (17 février 1930) ».
 - « Décret du Gouvernement National concernant l'exercice de la juridiction sur les sujets étrangers en Chine (4 mai 1931) ».
 - « Arrangement sino-français portant institution de Cours de Justice chinoise dans la Concession Française de Shang-Haï (28 juillet 1931) ».
-

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

INTRODUCTION. — Notion générale du problème de l'exterritorialité en Chine.....	5
---	---

Partie Historique.

CHAPITRE I ^{er} . — Origine des Consulats et de l'extraterritorialité en Chine.....	11
--	----

CHAPITRE II. — Etat et fonctionnement de l'exterritorialité juridictionnelle	20
--	----

Section I. — En matière pénale.....	20
-------------------------------------	----

Section II. — En matière civile.....	22
--------------------------------------	----

Section III. — La juridiction civile mixte.....	23
---	----

1). — Le régime du droit commun.....	23
--------------------------------------	----

2). — Régime des Cours mixtes à Chang-Haï	27
---	----

(1). — Le caractère originaire de la Cour mixte internationale.....	27
---	----

(2). — La compétence de la Cour mixte..	28
---	----

(3). — La composition de la Cour mixte..	30
--	----

Section IV. — La rétrocession de la Cour mixte....	31
--	----

Section V. — Le Tribunal provisoire de Chang-Haï.	34
---	----

CHAPITRE III. — Exposé sommaire du mouvement en faveur de l'abolition de l'exterritorialité.....	41
--	----

Section I. — Le problème de l'exterritorialité à la Conférence de la Paix en 1919.....	43
Section II. — La reprise de la juridiction sur les Alle- mands, les Russes et les nationaux des autres pays	45
1. — La Russie.....	45
2. — L'Allemagne.....	47
3. — La Bolivie.....	48
4. — La Perse.....	48
5. — Le Chili.....	48
6. — L'Autriche.....	49
Section III. — La question de l'abolition de l'exter- ritorialité à la Conférence de Washington....	49
1. — La revendication chinoise et ses résultats.	49
2. — Les discussions diplomatiques et leurs résultats	53
3. — Les travaux de la Commission d'exterrito- rialité	57
CHAPITRE IV. — Les tentatives d'abolition de l'exterrito- rialité faites par le Gouvernement national de Nankin	62
CHAPITRE V. — Abolition de l'exterritorialité au Japon et dans les autres pays.....	76
Partie critique.	
CHAPITRE 1 ^{er} . — Convient-il que l'exterritorialité juri- dictionnelle existe.....	82
Section I. — Multiplicité des attributions des Consuls	83
Section II. — Inconvénients dûs à la réunion dans les mêmes mains des fonctions judi- ciaires et consulaires	84

Section III. — Eloignement des juridictions supérieures	85
Section IV. — La diversité des lois applicables.	86
Section V. — Difficultés relatives à l'Administration de la Preuve.....	86
Section VI. — L'action du tribunal sur les témoins étrangers	87
Section VII. — Les inconvénients en matière civile	88
Section VIII. — Les inconvénients économiques inhérents au système exceptionnel de l'exterritorialité	88
CHAPITRE II. — La question de l'abolition de l'exterritorialité en présence des nouvelles institutions que la Chine s'est données	90
Section I. — La réforme politique et constitutionnelle	90
Section II. — La réforme de la législation...	92
Section III. — La réforme de l'organisation judiciaire	95
1° Hiérarchie judiciaire	96
2° Permanence des juridictions civiles et criminelles	97
3° Collégialité des juges	98
4° Unité de la juridiction civile et de la juridiction criminelle	98
5° Inamovibilité des magistrats	99
6° Publicité et gratuité	99
7° Choix des magistrats	99
Section IV. — La réforme pénitentiaire	100
Section V. — Garanties pour les étrangers..	102
CONCLUSION	105
BIBLIOGRAPHIE	111

NANCY

IMPRIMERIE CENTRALE DE L'EST

